CONSEIL SCOLAIRE DE DISTRICT CATHOLIQUE CENTRE-SUD

RAPPORT ANNUEL 1999–2000

TABLE DES MATIÈRES

Présentation du CSDCCS 2

Mot du directeur de l'éducation 3

Engagement du Conseil envers la foi 4
- Programme-cadre en enseignement religieux 4
- Le Jubilé 4
- Réseau d'animation pastorale 5
- La foi et la communauté 5
- Promotion de la catholicité 5

Engagement du Conseil envers la langue et la culture 6
- Un réseau culturel bien cultivé 6
- Spectacles et théâtre 6
- Manifestations sociales et sportives 7
- Autres activités culturelles 7

Engagement du Conseil envers l'enseignement et l'apprentissage 8
- Le palier élémentaire 8
- Le palier secondaire 9
- Les services à l'élève 11
- La démarche pédagogique et la formation 13
- Résultats aux épreuves de l'OQRE (3e et 6e année) 14

Engagement du Conseil envers les partenariats 19
- Le réseau des conseils scolaires, des partenariats inestimables 19
- Les bailleurs de fonds 20
- Services de garde et de la petite enfance 20
- Les partenariats avec la communauté francophone 20
- Des partenariats pour une meilleure éducation 21
- Partenariat avec les parents 22

Le réseau d'appui aux écoles 24
- Organigramme 24
- Communications 24
- Sondage sur la satisfaction des clientèles du Conseil 25
- Services administratifs et financiers 28
- Service des ressources matérielles 33
- Affaires publiques 36

Les conseillers et conseillères scolaires 37
- Réunions du Conseil 38
- Élections scolaires 2000 38

Perspectives d'avenir 39

PRÉSENTATION DU CSDCCS

Le Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud a été formé en janvier 1998 suite à la fusion des sections de langue française de 13 conseils scolaires d'écoles catholiques de langue anglaise répartis de la péninsule du Niagara jusqu'à Peterborough et du lac Ontario jusqu'à la baie Georgienne.

Mission

Le Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud offre à l'élève une éducation de qualité dans un milieu de vie catholique et francophone où le respect de la personne, le sens d'appartenance à la collectivité franco-ontarienne, la promotion de l'excellence et l'équité sont des valeurs visibles et essentielles à son épanouissement.

Vision

L'élève francophone catholique du Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud est un citoyen ou une citoyenne à part entière dans sa collectivité, capable d'affirmer sa foi, sa langue et sa culture avec fierté. Il ou elle relève avec confiance et créativité les nombreux défis que lui offre une société diversifiée, concurrentielle et mondiale.

Faits d'intérêt général

Nombre d'élèves (avril 2000) :	11 462
Élémentaire (M à 8e) :	9 876
Secondaire (9e à 12e) :	1 586
Nombre de membres du personnel (octobre 2000) :	1 024
Enseignant :	609
Non-enseignant :	415
Superficie du territoire :	39 860 km^2
Nombre d'écoles :	45
Élémentaires :	37
Secondaires :	8

Mot du directeur de l'éducation et secrétaire-trésorier, Marcel O. Bard

Au cours des dernières années, les conseillères et les conseillers scolaires, les conseils d'école et les partenaires communautaires ont consacré temps et énergie à la formulation d'une nouvelle vision, à l'harmonisation des politiques et des procédures et à l'élaboration d'un nouveau cadre de fonctionnement. Le Conseil dispose d'un plan directeur bien ciblé par l'entremise duquel il s'est engagé à offrir une éducation francophone catholique de la plus haute qualité. C'est avec assurance que je prends la direction d'un organisme doté d'une mission et d'une vision claires qui orientent toutes ses interventions auprès des élèves et de la collectivité. En effet, vous constaterez en parcourant les pages qui suivent que le sens de direction du Conseil est clairement défini selon quatre domaines stratégiques :

1. la foi;
2. la langue et la culture;
3. l'enseignement et l'apprentissage;
4. les partenariats.

Cette planification est assortie d'une gamme complète de services d'appui aux écoles bien ancrée dans les besoins de ces dernières. Il s'agit des services éducatifs et pédagogiques aux niveaux élémentaire et secondaire, des services administratifs et financiers, des ressources matérielles et des communications. À travers toutes ces activités, l'élève demeure au cœur des préoccupations des artisans de notre Conseil.

La transition vers un nouveau conseil ne s'est pas réalisée sans difficulté mais nous y sommes arrivés grâce au dévouement de tous les partenaires. Je remercie les conseillères et conseillers scolaires, les parents et le personnel enseignant et non enseignant du Conseil, les syndicats ainsi que les élèves. L'amplitude de notre territoire et les distances qui séparent nos écoles et nos élèves demeureront toujours des défis à surmonter : la technologie, la participation active de tous les acteurs aux nombreuses activités de notre communauté font partie des solutions.

Nous l'avons eu notre Conseil scolaire de district catholique de langue française ! Pour l'aider à grandir, il faut en assumer pleinement la responsabilité. C'est dans cette optique que je me suis personnellement investi et c'est avec beaucoup de fierté que je prends la gouverne afin de poursuivre le travail de mise en œuvre réalisé par la directrice de l'éducation fondatrice Madeleine L. Champagne. Au fil des pages, vous découvrirez l'œuvre de toute une communauté inspirée des valeurs catholiques et francophones… vous découvrirez un peu de vous et un peu de cette fibre dont sont porteurs les élèves du nouveau millénaire.

Ce rapport annuel vous offre un survol des activités du Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud qui ont ponctué la période du 1er novembre 1999 au 31 octobre 2000.

L'élève au cœur de nos actions

Bonne lecture,

Marcel Bard

Marcel O. Bard
Directeur de l'éducation et secrétaire-trésorier

Foi

Présentation de la Passion du Christ par les élèves de 6e et 7e année de l'école Notre-Dame-de-la-Jeunesse de Niagara.

Engagement du Conseil envers la foi :

- ★ créer un milieu scolaire valorisant les enseignements de Jésus et de l'Église catholique;
- ★ assurer la prestation d'un programme d'éducation de la foi et un plan d'animation pastorale intégré;
- ★ intégrer dans toutes les sphères de la programmation une pédagogie imprégnée des valeurs de l'Évangile;
- ★ inciter chaque personne à témoigner de sa foi dans ses agirs quotidiens;
- ★ recruter un personnel catholique et francophone engagé et prêt à servir de modèle;
- ★ offrir des occasions de se rassembler et de célébrer sa foi.

PROGRAMME-CADRE EN ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

Le personnel enseignant du Conseil accompagne les jeunes dans leur recherche et leur découverte du sens de la vie, à la lumière de la foi catholique. Des formations destinées au personnel responsable de l'enseignement religieux au palier élémentaire ont été offertes à travers notre Conseil afin de les sensibiliser au nouveau programme-cadre approuvé par l'Office provincial de l'Éducation de la foi catholique de l'Ontario (OPECO). De nouveaux outils pédagogiques et des ressources visant à faciliter la mise en œuvre de ce programme-cadre ont été présentés. De plus, une rencontre avec les nouvelles enseignantes et enseignants des deux paliers a eu lieu dès le début octobre pour souligner l'identité catholique et francophone de notre Conseil.

LE JUBILÉ

L'année 1999-2000 a été marquée par de grandes initiatives visant à préparer et célébrer l'année du Jubilé, l'année du Père. Le Conseil a proposé aux élèves un projet de grande envergure dont le but était de souligner le début de ce troisième millénaire en célébrant la foi, la langue et la culture avec la collectivité. Sous la bannière du thème « Et si on célébrait » cet événement comportait deux grandes activités soit une liturgie de la Parole célébrée simultanément dans chacune des écoles et chacun des points de service le 6 novembre 2000 et un spectacle artistique d'envergure mettant en lumière les valeurs de l'Évangile, le 11 novembre. Ce spectacle, entièrement créé par les jeunes, a été présenté au Palais des Congrès de Toronto. Certaines pièces ont été enregistrées sur un disque compact afin de commémorer cette grande célébration. Ce projet à lui seul représentait une occasion unique pour actualiser les valeurs véhiculées par la vision et la mission du Conseil et pour affirmer sa foi, sa langue et sa culture en ce début du nouveau millénaire.

RÉSEAU D'ANIMATION PASTORALE

Tout au long de l'année, les personnes-liaison en animation pastorale de chacune des écoles et l'équipe d'animateurs et d'animatrices ont fait vivre aux élèves de nombreuses activités reliées à la foi. L'un des objectifs visait la consolidation du réseau de personnes-liaison en animation pastorale en désignant un enseignant ou une enseignante responsable par école. À ceci se sont ajoutés, en septembre 2000, deux nouveaux postes pour un total de quatre animateurs et animatrices de pastorale qui ont contribué encore davantage à l'essor des activités. Des célébrations collectives ont été préparées à l'occasion de la Journée nationale de l'enfant, du Jour du souvenir et pendant les temps forts tels que l'Avent et le Carême.

Dans le cadre de l'éducation de la foi, le personnel des Services pédagogiques a offert une session pour les parents, tuteurs et tutrices portant sur l'éducation sexuelle des enfants en lien avec les valeurs évangéliques et le programme-cadre d'éducation physique et de santé. Un cours de qualifications additionnelles en enseignement religieux destiné au personnel enseignant a également été mis sur pied.

Bénédiction de l'école secondaire catholique Jean-Vanier, Welland, le 4 juin 2000.

LA FOI ET LA COMMUNAUTÉ

L'engagement du Conseil dans l'actualisation de la foi dépasse les frontières de l'école et rejoint la communauté où se vivent des expériences d'apprentissage et de ressourcement. En effet, le Conseil s'est engagé comme partenaire actif lors du *week-end biblique* qui se tenait à Oshawa dans la région de Durham, et lors du pèlerinage à Caragouha en juin 2000, dans le cadre de l'année jubilaire. Grâce à de telles initiatives, le Conseil a forgé de bons liens avec la communauté catholique de son territoire. Les membres du personnel ainsi que les membres du Conseil participent à de nombreuses rencontres avec les paroisses, les évêques de nos cinq diocèses de même qu'avec le Cardinal. Des représentants et représentantes du Conseil ont participé à la rencontre des évêques de l'Ontario le 5 octobre dernier.

Pour favoriser, par exemple, le partenariat avec les communautés chrétiennes de Welland et de St. Catharines, le Conseil a participé à une rencontre qui rassemblait les responsables des écoles, des communautés chrétiennes et certains parents le 17 octobre 2000. Il a été question à cette rencontre de favoriser la cohérence et la continuité en offrant aux parents la possibilité de découvrir ce qu'on transmet à leur enfant en enseignement religieux et comment les nouveaux programmes-cadres deviennent pour eux des outils de croissance et d'accompagnement dans la foi.

PROMOTION DE LA CATHOLICITÉ

Dans le cadre de la révision du plan de communication du CSDCCS, l'une des priorités énoncée par le Conseil visait à mettre davantage l'accent sur le caractère confessionnel du système. D'ailleurs, une nouvelle annonce publicitaire télévisuelle s'est ajoutée à la diffusion faite durant la campagne promotionnelle annuelle du Conseil afin de valoriser cette caractéristique. Cette annonce publicitaire de même que les nombreux articles publiés à la page pastorale du bulletin d'information le *Chacun de nous,* le feuillet d'information «Réso-Pasto» et l'introduction récente d'une page hypertoile de ressourcement pastoral au site du Conseil font rayonner la spécificité du système catholique.

Langue et culture

Journée du drapeau franco-ontarien.

Des élèves de la chorale de l'école secondaire Sainte-Famille accompagnent Marc Perron sous la direction de l'enseignant Stéphane Gilbert (à la guitare).

Engagement du Conseil envers la langue et la culture :

- ★ créer un milieu scolaire favorisant l'épanouissement de la langue française et de la culture franco-ontarienne;
- ★ favoriser l'éveil, l'identification et l'engagement à la culture franco-ontarienne dans toutes les sphères de la programmation;
- ★ assurer la qualité de la langue orale et écrite;
- ★ recruter un personnel catholique et francophone fier de promouvoir la langue française et la culture franco-ontarienne;
- ★ offrir des occasions de vivre et de célébrer ses richesses historiques et culturelles en faisant preuve d'ouverture sur la francophonie mondiale.

Le Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud compte sur une équipe dynamique d'enseignants et d'enseignantes-liaison, sur un réseau de monitrices et de moniteurs de langue et sur un responsable de l'animation culturelle pour favoriser la création d'un milieu scolaire et d'activités sociales et éducatives qui permettent aux élèves de vivre toutes les facettes de leur culture. Plusieurs projets communs ont été réalisés au cours de la dernière année à travers les écoles : sessions de leadership, radios étudiantes, tournée d'artistes, etc. Toutes ces activités contribuent à l'épanouissement culturel et à l'apprentissage de la langue chez les élèves et développent chez eux le sentiment d'appartenance à la communauté franco-ontarienne.

UN RÉSEAU CULTUREL BIEN CULTIVÉ

Au cours de la dernière année, le Conseil a consolidé son réseau de personnes-liaison en animation culturelle au sein des écoles élémentaires et secondaires. Deux rencontres régionales de formation des membres de ce réseau ont eu lieu les 1er et 3 novembre 1999, regroupant ainsi 21 écoles de la région du Nord-Est du Conseil et 24 écoles du Sud-Ouest. De plus, une équipe a élaboré des pistes d'intégration de l'animation culturelle à toutes les composantes de la programmation scolaire et les a inséré dans le *Document de planification* utilisé par le personnel enseignant des écoles élémentaires de notre Conseil.

Notre Conseil bénéficie encore cette année du Programme des moniteurs et des monitrices de langues officielles, l'un des plus imposants en province. Ce programme, financé conjointement par le ministère de l'Éducation, le ministère du Patrimoine canadien et le Conseil, permet à de jeunes universitaires d'appuyer les élèves des écoles élémentaires et secondaires dans leur apprentissage du français. Le Conseil a bénéficié des services d'appui de 21 moniteurs aux niveaux élémentaire et secondaire.

Les élèves de la production Zone.

SPECTACLES ET THÉÂTRE

Au niveau secondaire, ce sont les élèves de la production *Zone* qui ont volé la vedette ! Le Conseil s'est joint au Nouveau Théâtre d'Occasion (NTO) afin de créer une adaptation de l'œuvre dramatique la plus connue de Marcel Dubé. En effet, les élèves des écoles secondaires Sainte-Famille, Mgr-de-Charbonnel, Saint-Charles-Garnier et Cardinal Carter

ont mis en scène et présenté cette production sur le territoire du Conseil, en province et, au-delà de toutes les attentes, cette pièce a représenté le Canada à Paris, en France.

En décembre 1999 une tournée d'une vingtaine de représentations du spectacle musical « Un cadeau de Noël de Paquette-Labelle » était organisée. Il s'agissait d'un des nombreux spectacles présentés dans le cadre de notre Réseau de spectacles offert à toutes les écoles du Conseil.

Le spectacle « Du nord au sud », une production collective des écoles de la région de Simcoe, a été présenté au grand public à l'école Marguerite-Bourgeois de Borden ainsi qu'aux francophones du nord de notre territoire. Les enseignantes et les enseignants qui ont monté ce grand spectacle ont mérité le Prix de valorisation dans la catégorie partenariats, décerné par le Conseil en reconnaissance des liens tissés avec la communauté dans le cadre de cette production.

Le Grand Tournoi d'improvisation de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne s'est tenu à l'Académie catholique Mère-Teresa les 14, 15 et 16 avril 2000, ce qui donnait suite au premier échange qui avait eu lieu à l'école secondaire Saint-Charles-Garnier, à Whitby. Plus de 50 jeunes ont joué spontanément devant un public complice.

MANIFESTATIONS SOCIALES ET SPORTIVES

Des stages de formation pour les conseils d'élèves de nos écoles secondaires ainsi que des camps de leadership destinés aux élèves de l'Association des élèves des secondaires catholiques Centre-Sud (AESD) ont été organisés à la grande satisfaction des participantes et participants. Le premier camp de leadership a eu lieu les 4 et 5 mars 2000 à l'école secondaire Mgr-de-Charbonnel alors que le camp de printemps se tenait les 12, 13 et 14 mai à Fair Heavens, dans la région de Beaverton.

Du 29 mars au 1er avril, le Conseil, en partenariat avec le Conseil scolaire de district Centre-Sud-Ouest, a été l'hôte du 23e tournoi francophone de Hockey Franco-2000. Au total, 48 écoles francophones de partout en province ont accepté le défi lancé cette année par l'école secondaire Sainte-Famille, à Mississauga.

À l'automne, un tournoi de ballon-volant a été organisé dans la région du Niagara pour toutes les écoles élémentaires de langue française du Sud-Ouest de l'Ontario. Un tournoi de ballon-panier a également été organisé pour les écoles élémentaires du Conseil à l'hiver 2000 dans la région de Hamilton.

AUTRES ACTIVITÉS CULTURELLES

Le 9 juin 2000 se tenait le Festival culturel des jeunes franco-ontariens, organisé par l'école secondaire Jean-Vanier en partenariat avec les clubs Alouette et Richelieu ainsi que les Chevaliers de Colomb. Cette journée d'animation culturelle se voulait un lieu de rencontre pour les chorales du Conseil.

Les élèves du cycle intermédiaire pourront apprendre en s'amusant grâce au jeu questionnaire *Jeunesse en herbe* mis sur pied moyennant l'appui financier de l'Entente spéciale Canada-Ontario. Cette activité vise à faire la promotion de la culture franco-ontarienne dans les domaines tels la musique, le théâtre, les arts visuels, la littérature et les faits historiques de l'Ontario français. Ce jeu dynamique pourrait faire dorénavant partie du programme d'enseignement.

Les Funambules

Les Funambules, la troupe de théâtre de l'école secondaire Sainte-Famille de Mississauga, ont participé, l'an dernier, au Festival de théâtre Sears de l'Ontario, ainsi qu'au festival de théâtre en milieu scolaire de Théâtre Action.

L'an dernier au festival Sears les Funambules ont ébloui les juges avec « La Ménagerie de Verre » de Tennessee Williams. En tout, une dizaine de prix ont été remis aux divers participants de ce spectacle au niveau de l'interprétation (Michelle Paré, Sarah Migneron, Marc Perron, Mathieu Gill), de la direction technique (Christopher Bowes et Michelle Goulet) et de la mise en scène (M. David Pelletier).

En outre, les Funambules avaient choisi de présenter une création authentique, « Une Roche dans mon Soulier » de Natai Shelsen et François Crépeau, au festival de Théâtre Action qui avait lieu à Ottawa. Leur prestation impressionnante leur a valu d'être publiés dans un recueil de textes de création dans lequel apparaissent des textes francophones de partout au Canada. Félicitations aux membres de cette troupe : Sélina Bertuzzo, Céline St-Martin, Véronique Beaudoin, Kristin Haynes, Nathalie Lachance et Natai Shelsen, sous la supervision de Messieurs François Crépeau et Philippe DeGagné.

Enseignement et apprentissage

La tournée du directeur, Marcel O. Bard, chez les tout-petits.

Engagement du Conseil envers l'enseignement et l'apprentissage :

- ★ créer un milieu scolaire permettant à l'élève de s'épanouir, de se responsabiliser et de faire preuve de créativité;
- ★ offrir une programmation de qualité qui répond aux besoins des élèves et qui mise sur l'acquisition de connaissances, de compétences et de valeurs;
- ★ privilégier des stratégies et du matériel pédagogiques qui respectent les besoins, rythmes et styles d'apprentissage des élèves;
- ★ favoriser l'intégration de la technologie dans toutes les sphères de la programmation;
- ★ élaborer et mettre en œuvre un programme d'évaluation qui favorise le progrès des élèves et facilite la communication des résultats auprès des parents;
- ★ recruter un personnel catholique et francophone à la fine pointe de la technologie;
- ★ élaborer et mettre en œuvre une démarche de supervision du personnel visant l'excellence et le perfectionnement professionnel;
- ★ offrir des services éducatifs, des années préparatoires à la fin des études secondaires et ce, sur l'ensemble du territoire du Conseil.

Le Conseil offre un soutien aux activités et aux processus d'apprentissage et d'enseignement. La refonte des programmes scolaires aux paliers élémentaire et secondaire et la réforme globale du système d'éducation de l'Ontario ont mis au défi toute l'équipe œuvrant au sein des Services pédagogiques. Le renouvellement de notre système suit son cours et le Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud se distingue par ses standards d'excellence et sa créativité alors qu'il contribue à créer une programmation digne des besoins des élèves et qui répond aux exigences du ministère de l'Éducation.

« Pour l'amour des nôtres »

La mise en œuvre du programme de maternelle et de Jardin d'enfants « Pour l'amour des nôtres » contribue à développer les compétences langagières, l'autonomie, l'esprit d'équipe, la résolution de problèmes et le sens de l'organisation chez l'enfant. Ce programme est essentiel en contexte minoritaire puisqu'il propose des normes d'apprentissage de haute qualité qui misent sur le développement d'habiletés de la pensée tout en favorisant la découverte et l'approfondissement de l'identité culturelle francophone.

LE PALIER ÉLÉMENTAIRE

La petite enfance : « Pour l'amour des nôtres »

Le programme « Pour l'amour des nôtres » fut mis en œuvre à la maternelle en septembre 1999 et au Jardin d'enfants en septembre 2000. Ce programme centré sur l'enfant est basé sur les plus récentes recherches, notamment en matière de développement psychologique et neurolinguistique. Il adopte des stratégies novatrices qui privilégient le jeu et la démonstration des comportements ou des habiletés à acquérir. Il s'agit d'un programme avant-gardiste dont le Conseil a toutes les raisons d'être fier.

Parallèlement à ce nouveau programme, un système de communication avec les parents est intégré afin d'encourager et de reconnaître leur participation. Aussi, des ateliers de sensibilisation et de formation ont été offerts au personnel enseignant et aux directions d'école afin de faciliter la mise en œuvre du programme. De plus, une cinquantaine d'enseignantes et d'enseignants ont participé aux instituts d'été et à des ateliers offerts lors des journées pédagogiques. Une trousse destinée aux parents a été utilisée lors des soirées d'information.

Des sessions de partage ont été organisées au cours du mois de janvier 2000 afin de permettre les échanges et la formulation de recommandations dans le but d'améliorer la mise en place de ce programme. Le bulletin d'information à cet effet intitulé « Page partage » a permis au personnel enseignant de partager leurs meilleures activités en ce qui concerne la maternelle. La distribution de ce bulletin a été élargie au Jardin afin de sensibiliser le personnel enseignant à la mise en œuvre du programme. En septembre 2000, on a associé au programme un processus de dépistage précoce conformément aux exigences du ministère de l'Éducation. Ce profil de développement complet de l'élève permet d'adapter le programme en fonction de besoins spécifiques. Le programme *« Pour l'amour des nôtres »* est maintenant offert dans toutes les écoles du CSDCCS aux niveaux de la maternelle et du Jardin d'enfants et a été adopté par plusieurs autres conseils scolaires francophones de l'Ontario.

Intégration de l'informatique au curriculum

Dès la mi-novembre 1999, une équipe a débuté l'élaboration d'un guide pédagogique dans le but de permettre au personnel enseignant d'intégrer l'informatique à toutes les facettes du curriculum. Un atelier de formation ciblant l'enseignement de la 1re à la 8e année a été offert à certains membres du personnel de chacune des écoles. Le Guide préconise l'utilisation du logiciel ClarisWork afin que l'élève maîtrise les applications suivantes : le traitement de texte, la base de données, le chiffrier électronique, le dessin vectoriel ainsi que le dessin bitmap. Ce guide sera distribué à l'automne 2000.

Enseignement des mathématiques : Adibou

L'enseignement des mathématiques se fait également par la technologie et c'est grâce au logiciel Adibou que le Conseil a réalisé cette initiative. L'acquisition et la distribution du logiciel ont été complétées en janvier 2000 et des formations du personnel ont été offertes durant les mois de février et mars. D'ailleurs l'intégration de ce logiciel fut d'abord mis à l'essai auprès des élèves de la maternelle et du Jardin d'enfants.

Dossier d'écriture

Quatorze écoles élémentaires et plus de 200 élèves participent au projet pilote portant sur l'élaboration d'un dossier d'écriture. Pour assurer une mise en œuvre réussie, le personnel enseignant participe mensuellement à un atelier de formation. Ces sessions permettent d'approfondir leurs connaissances du logiciel *LogiTexte*, ce dernier étant l'outil informatique au centre de ce projet. Aussi ces rencontres permettent de partager sur des initiatives pédagogiques en salle de classe et d'élaborer des stratégies pédagogiques modelant le dossier d'écriture du ministère de l'Éducation. Une évaluation du projet s'est tenue au mois de mai et les résultats ont démontré que le personnel enseignant, autant que les élèves, reconnaissent la valeur du projet au niveau de l'amélioration de la qualité des textes écrits.

LE PALIER SECONDAIRE

Depuis l'introduction par le ministère de l'Éducation d'une nouvelle politique définissant l'offre de la programmation au secondaire, le Conseil a investi énormément d'efforts pour s'assurer d'une transition réussie. Un prospectus de cours a été élaboré en tenant compte de la réorganisation des cours et de la disparition prochaine des cours préuniversitaires de l'Ontario (CPO). Afin de tenir compte des nouvelles orientations en matière d'évaluation, le personnel des Services pédagogiques, en collaboration avec les

directions d'école et le personnel enseignant, ont élaboré des lignes directrices fondées sur les attentes et le niveau de rendement et ce, afin de respecter les nouveaux programmes-cadres de 9e année.

D'autre part, les écoles secondaires du CSDCCS ont participé cette année à la mise en œuvre de plusieurs programmes de transition entre l'école et le milieu du travail.

Une alternative pour nos jeunes

Passerelles est une occasion extraordinaire d'offrir une alternative à l'enseignement et aux voies traditionnelles du cheminement de l'élève. Ce programme est une source de motivation pour l'élève qui souhaite s'intégrer au monde du travail à la fin de ses études secondaires. Heureux mélange d'un programme en salle de classe et en milieu de travail, Passerelles est le résultat d'une étroite collaboration entre l'école, le milieu de stage et les parents, tuteurs, tutrices.

Projet Passerelles

Le projet *Passerelles* a été mis en branle au sein des huit écoles secondaires du Conseil en novembre 1999. Ce programme s'adresse essentiellement aux élèves qui ont l'intention de se rendre sur le marché du travail à la fin de leurs études. En combinant les études à l'école avec des stages de formation pratique dans des entreprises partenaires, les élèves inscrits ont la chance de développer les compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi.

Un comité directeur composé de partenaires est maintenant en place : employeurs, personnel enseignant, conseillers en formation et parents y siègent.

Le personnel enseignant responsable se réunit mensuellement afin d'obtenir les informations nécessaires pour les rencontres avec le personnel de l'école, les élèves, les parents, tuteurs, tutrices et autres partenaires. Ces sessions de formation permettent de faire le point sur la mise en œuvre du projet dans les écoles, d'établir des stratégies de promotion et de partager des informations pertinentes.

D'ailleurs, une annexe sur le projet *Passerelles* a été ajoutée au Prospectus 2000-2001 et un dépliant de promotion du projet auprès des élèves, des parents et des employeurs a été élaboré.

Chacune des écoles impliquées a développé des liens avec les représentantes et les représentants du ministère du Développement des ressources humaines et le Bureau de l'apprentissage afin de mettre sur pied un réseau de communication visant à mieux cerner les domaines et les spécialités d'emplois propres à chaque région.

Cette année, une formation préalable des élèves au programme *Passerelles* a été instaurée en 9e année grâce au projet *Invitons nos jeunes au travail*. Ce programme invite les élèves à découvrir et expérimenter en passant une journée dans le monde du travail. Au deuxième semestre, on a proposé des activités au niveau de la 10e année, par exemple, des visites dans les domaines de spécialité de chacune des régions et des journées d'observation en milieu de travail.

Grâce au renouvellement d'une subvention spéciale du ministère de l'Éducation au Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud et au Conseil scolaire de district Centre-Sud-Ouest, la dimension « Tourisme et accueil » a été intégrée au programme *Passerelles* ajoutant ainsi de nombreux emplois et possibilités de placement pour les élèves dans toutes les régions du Conseil. Cette décision, cependant, n'exclut pas des placements dans d'autres domaines tels que la santé, les services variés, l'entreprise manufacturière et les métiers. En somme, la première année de fonctionnement du projet *Passerelles* en fut une de sensibilisation et de mise en place des éléments essentiels pour en assurer le succès.

Programme d'apprentissage pour les jeunes de l'Ontario (PAJO)

Le Programme d'apprentissage pour les jeunes de l'Ontario (PAJO) est l'initiative la plus récente du ministère de l'Éducation et du ministère de la Formation, des Collèges et Universités. La subvention reçue cette année permettra de mettre en place des stages de formation pour des métiers d'apprentissage. Cette initiative s'inscrit dans la démarche du Conseil qui veut offrir aux élèves du secondaire des alternatives viables aux études

postsecondaires. Ce projet est en lien étroit avec les programmes déjà existants d'éducation coopérative et de *Passerelles*.

Centre de carrière virtuel pour les francophones

Notre Conseil est à explorer la possibilité de mettre sur pied un centre de ressources virtuel pour les francophones en partenariat avec le Conseil scolaire de district Centre-Sud-Ouest, le Centre francophone de Toronto et le Collège des Grands Lacs. Ces partenaires ont présenté une demande de subvention au ministère du Développement des ressources humaines en décembre 1999 et les pourparlers se poursuivent.

Choix

Le Conseil a fait l'acquisition du logiciel CHOIX pour les élèves du secondaire. Ce logiciel ajoute une nouvelle dimension à l'exploration de carrières. CHOIX introduit les jeunes du secondaire, les jeunes éprouvant certaines difficultés et les jeunes à la recherche d'un emploi à un processus interactif qui favorise la connaissance de soi, les encourage à explorer les professions et les établissements d'enseignement et les aide à planifier leur avenir.

Éducation coopérative

Un comité a été mis sur pied pour analyser toutes les ressources disponibles en ce qui concerne l'éducation coopérative. Le Conseil a préparé une trousse pour les élèves de ses huit écoles secondaires afin de répondre aux exigences du curriculum ainsi qu'aux politiques du Conseil.

Pour obtenir les diplômes d'études secondaires de l'Ontario, l'élève qui a commencé la 9e année en 1999-2000, ou par la suite doit, entre autres, effectuer quarante (40) heures de service communautaire. Un dépliant destiné aux élèves décrit les points saillants liés à cette nouvelle exigence.

LES SERVICES À L'ÉLÈVE

Le 27 février 2000, l'honorable Janet Ecker, ministre de l'Éducation, annonçait une série de changements importants dans le domaine de la redevabilité en éducation de l'enfance en difficulté entre autres :

- des normes provinciales pour le Plan d'enseignement individualisé (PEI) avec vérification par le personnel du ministère dès l'automne 2000;
- des normes pour le Plan annuel pour l'enfance en difficulté que doit élaborer annuellement chaque conseil et ce, dès 2001;
- des normes provinciales pour les programmes spécialisés selon les catégories d'anomalies. Ces normes pourront inclure des critères sur la formation et les qualifications du personnel enseignant et du personnel de soutien, le matériel d'apprentissage, les méthodes d'enseignement et d'évaluation, la disponibilité du matériel technologique et les accessoires fonctionnels. Les premières normes entreront en vigueur au printemps 2001 pour être complètement en place en 2003;
- la mise sur pied de services coordonnés, par exemple, les services sociaux, les services de santé, les services d'orthophonie et les services psychologiques offerts par divers fournisseurs de services;
- un financement axé sur les besoins dont 40 millions de dollars pour des nouvelles demandes d'allocation d'aide spécialisée en 2000-2001;
- une plus grande souplesse accordée aux conseils scolaires dans l'utilisation des fonds générés par le financement.

Module de préparation à la vie

La classe des jeunes entrepreneurs a été mise à l'essai à l'Académie Mère-Teresa comme projet pilote pour répondre aux besoins des élèves atteints d'un handicap de développement. Cette classe a contribué d'une façon toute particulière au développement et à l'épanouissement de l'Académie. Les jeunes entrepreneurs ont su se faire connaître et apprécier en offrant un service de cafétéria. Ce sont eux qui ont la responsabilité des achats, de l'emballage, de l'étalage, des ventes ainsi que de la conciergerie de la cafétéria.

Quelques-uns des élèves ont été intégrés dans les cours réguliers tels que la religion, l'anglais pour débutants, l'introduction aux ordinateurs et l'éducation physique. Présentement, trois des élèves font un stage de travail au Centre de santé communautaire à Hamilton ainsi qu'au Fortinos à Ancaster.

Et que leur réserve l'avenir ? On parle déjà d'ouvrir un petit magasin qui offrira des fournitures scolaires aux élèves et de créer des partenariats avec les entreprises dans la communauté.

Les nouvelles directives émises par la ministre s'avèrent prioritaires au sein du Conseil. D'ailleurs les membres du Comité consultatif pour l'enfance en difficulté (CCED) se sont penchés sur les questions qui touchent les programmes et les services destinés aux élèves en difficulté et ont dû faire des recommandations importantes au Conseil dans le but de répondre à ces nouvelles exigences.

Plan annuel pour l'enfance en difficulté 1999-2000

De nombreuses consultations ont été organisées avec divers groupes-témoins au cours des mois de février à avril 2000 dans le but d'élaborer le Plan annuel pour l'enfance en difficulté 1999-2000. Ce document a été discuté à plusieurs reprises au sein du Comité consultatif pour l'enfance en difficulté (CCED) et du Conseil et a été remis au ministère selon les directives, le 15 mai 2000.

Le financement de l'enfance en difficulté est protégé et provient de deux subventions : l'allocation générale en enfance en difficulté (AGED) et l'allocation d'aide spécialisée (AAS). La première subvention est un montant par élève déterminé par une formule alors que le processus de demande pour les AAS, comportant une documentation précise des besoins de chaque enfant concerné, est beaucoup plus ardu. Suite à la décision du ministère de geler les demandes d'allocation d'aide spécialisée (AAS) en 1999-2000, le Conseil devait prendre des mesures importantes et faire preuve de créativité afin de répondre aux besoins de ses élèves avec des fonds insuffisants. D'ailleurs, dès l'automne 2000, une stratégie de concertation provinciale des conseils scolaires francophones était avancée dans le but d'assurer un financement adéquat et équitable.

À l'automne 1999, le Conseil injectait des fonds additionnels de l'ordre de 404 000 $ afin de répondre aux besoins critiques des élèves en difficulté. Grâce aux augmentations des inscriptions d'élèves à travers les écoles, le Conseil a pu ajouter du personnel non-enseignant et du personnel ressource et bonifier les services à l'élève en ce qui concerne les services orthophoniques, les services de travail social, les services de comportement, les services psychopédagogiques et les services d'une enseignante itinérante en vision.

En dépit du manque à gagner au chapitre de l'enfance en difficulté, le financement spécial provenant de la première phase de l'Entente spéciale Canada-Ontario (1998-2000), a permis au Conseil de réaliser d'autres projets bénéfiques aux élèves tels la mise sur pied d'une équipe systémique de gestion des crises, d'une formation en intervention non-violente en situation de crise et l'offre d'un programme d'enseignement spécialement destiné aux enfants atteints de cécité.

Notre Conseil a procédé, conjointement avec le Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest et celui du district du Centre-Sud-Ouest à une vaste étude sur l'élaboration d'un modèle de prestation de programmes et de services destinés à l'enfance en difficulté.

Les modules d'enseignement spécialisés

Le Conseil a mis en place cinq modules de relance et deux modules de préparation à la vie dans les écoles afin de desservir les élèves avec des handicaps de développement et des problèmes sévères de comportement avec ou sans difficultés d'apprentissage.

À la suite de la publication du Guide de transition « Les enfants ayant des handicaps de développement » par le ministère de l'Éducation et le ministère des Services

sociaux et communautaires, le personnel des Services pédagogiques offrait une formation sur l'élaboration et la mise en œuvre du Plan de transition qui devrait permettre aux élèves de 14 ans et plus de faire le pas entre le milieu de l'école et la vie communautaire, le milieu de travail ou la poursuite des études.

D'autres initiatives spéciales ont vu le jour au cours de la dernière année telles des programmes d'appui pour les élèves qui ont vécu la séparation ou le divorce de leurs parents et le counselling aux élèves témoins de violence. Lors des journées pédagogiques, le personnel enseignant a profité de formation sur l'autisme et les handicaps de développement ainsi que sur les conduites agressives.

PEI — Plan d'enseignement individualisé

Dans son Guide de procédures à l'enfance en difficulté, le gouvernement signalait l'importance du Plan d'enseignement individualisé (PEI) pour les élèves à besoins spéciaux. Les directions d'écoles et le personnel enseignant du Conseil ont suivi des ateliers sur le PEI et travaillent même à la mise en place d'une version informatisée pour la gestion de ces plans.

La promotion et la sensibilisation face aux Services à l'élève et à la clientèle visée

Afin de présenter aux parents les divers services spécialisés, les dépliants suivants ont été produits :

- services orthophoniques en milieu scolaire;
- services sociaux en milieu scolaire;
- services d'évaluation psychopédagogique en milieu scolaire;
- service de comportement en milieu scolaire.

Des circulaires ont également été diffusées sur le Syndrome de Gilles de la Tourette et sur l'autisme au cours de l'année afin de sensibiliser les clientèles intéressées à ces anomalies.

LA DÉMARCHE PÉDAGOGIQUE ET LA FORMATION

Dans le cadre de la mise en œuvre de son *Plan directeur,* le Conseil a incité chacune de ses écoles à développer un plan d'école qui lui permette de répondre aux besoins des élèves, aux exigences du ministère de l'Éducation et aux attentes du Conseil selon une mission et une vision commune tout en respectant les particularités du milieu et de la communauté.

D'ailleurs, au mois de novembre 2000, conformément aux directives de *l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation* (OQRE) le Conseil a diffusé les résultats des évaluations en lecture, en écriture et en mathématiques des élèves de 3e et 6e année tenues au printemps précédent. L'analyse des résultats de l'OQRE 1999-2000 a permis au Conseil de développer par la suite un plan d'amélioration et de proposer des pistes aux écoles pour l'intégration de mesures précises dans leur propre plan.

Les actions accomplies et le suivi qui s'impose s'insèrent dans le cadre d'une démarche pédagogique qui a mis l'accent cette année sur les processus en lecture, en écriture et en mathématiques ainsi que les stratégies complémentaires.

RÉSULTATS AUX ÉPREUVES DE L'OQRE (3e ET 6e ANNÉE)

La Semaine de la Francophonie

Notre Conseil a participé à la célébration de la Semaine de la Francophonie dans la grande région de Toronto en collaboration avec plusieurs partenaires. Des jeunes de nos écoles élémentaires et secondaires ont participé à différentes manifestations dans le cadre de ces festivités : émission de radio à CIUT, spectacle de chansons lors du Cocktail de lancement à Lawrence Hall le 20 mars en soirée et participation au spectacle au Harbourfront de Toronto le samedi 25 mars en soirée.

Synthèse : Douze conseils de langue française (3e année)

(Méthode 1)

Les résultats du Conseil en troisième année demeurent, pour la troisième année consécutive, supérieurs à la moyenne provinciale pour les écoles de langue française, sauf pour les mathématiques où l'on accuse une légère baisse de 2 % par rapport à l'ensemble des autres conseils de langue française.

NOM DU CONSEIL (NUMÉRO)	LECTURE % (NIVEAUX 3 ET 4)			ÉCRITURE % (NIVEAUX 3 ET 4)			MATHÉMATIQUES % (NIVEAUX 3 ET 4)		
	98	99	00	98	99	00	98	99	00
CSC Franco-Nord (60B)	27	32	34	28	42	36	25	34	38
CEPEO (59)	49	55	48	51	58	53	40	49	39
CSCD Grandes-Rivières (60A)	34	33	37	32	43	43	30	29	36
CSDC de l'Est Ontarien (65)	40	43	42	41	53	47	32	38	39
CDÉC du Sud-Ouest (63)	37	36	45	38	48	46	42	47	49
CECLF du Centre-Est (66)	43	48	54	48	58	58	35	44	50
CSDC Centre-Sud (64)	**46**	**45**	**48**	**47**	**54**	**55**	**41**	**41**	**40**
CSCD du Nouvel-Ontario (61)	35	35	44	35	44	45	29	34	38
CSD du Centre-Sud-Ouest (58)	47	45	44	49	53	55	37	40	39
CSD du Grand Nord (57)	48	41	54	48	44	56	63	48	64
CSD du Nord-Est (56)	20	24	11	21	40	18	21	15	10
CSDC des Aurores Boréales (62)	20	39	42	46	51	23	22	38	41
Province	**40**	**42**	**45**	**42**	**52**	**50**	**35**	**39**	**42**

Synthèse : Douze conseils de langue française (6e année)

Les résultats globaux des élèves de 6e année ayant atteint les niveaux 3 et 4 demeurent supérieurs à la moyenne provinciale pour les écoles de langue française en lecture, en écriture et en mathématiques.

(Méthode 1)

NOM DU CONSEIL (NUMÉRO)	LECTURE % (NIVEAUX 3 ET 4)		ÉCRITURE % (NIVEAUX 3 ET 4)		MATHÉMATIQUES % (NIVEAUX 3 ET 4)	
	99	00	99	00	99	00
CSC Franco-Nord (60B)	48	47	51	49	52	51
CEPEO (59)	64	59	63	61	56	53
CSCD Grandes-Rivières (60A)	48	47	54	52	48	53
CSDC de l'Est Ontarien (65)	61	58	60	57	51	54
CDÉC du Sud-Ouest (63)	64	59	59	51	67	64
CECLF du Centre-Est (66)	66	66	65	69	61	67
CSDC Centre-Sud (64)	**65**	**65**	**59**	**60**	**57**	**63**
CSCD du Nouvel-Ontario (61)	54	57	53	56	49	53
CSD du Centre-Sud-Ouest (58)	67	69	59	65	62	64
CSD du Grand Nord (57)	54	67	40	62	54	72
CSD du Nord-Est (56)	20	31	24	41	27	38
CSDC des Aurores Boréales (62)	53	65	52	29	58	62
Province	**59**	**59**	**58**	**59**	**55**	**59**

Résultats des élèves de 3e année du Conseil (en pourcentages)

Données pour le Conseil = colonnes blanches Données provinciales = colonnes jaunes

COMPÉTENCES	EXEMPTÉS		AUCUNE DONNÉE		INFORMATIONS INSUFFISANTES POUR NOTER		NIVEAU 1		NIVEAU 2		ATTENTES DU MEFO NIVEAU 3		NIVEAU 4	
Lecture 3e année														
Raisonnement	7	8	0	0	1	1	5	6	45	49	38	33	4	2
Communication	7	8	0	0	2	2	5	6	45	46	37	35	4	3
Organisation des idées	7	8	0	0	2	2	11	12	48	52	29	24	2	2
Respect des conventions de la langue	7	8	0	0	2	2	7	9	29	29	42	41	13	11
Niveau général de rendement en lecture	7	8	0	0	2	3	15	16	27	27	43	41	6	4
Écriture 3e année														
Raisonnement	7	7	0	0	2	2	4	4	38	39	43	41	7	6
Communication	7	7	0	0	2	2	5	5	38	42	41	37	7	6
Organisation des idées	7	7	0	0	2	2	4	5	41	43	40	37	7	6
Respect des conventions de la langue	7	7	0	0	2	2	6	7	35	36	42	41	8	7
Niveau général de rendement en écriture	7	7	0	0	3	4	5	6	29	33	44	42	11	8
Mathématiques 3e année														
Résolution de problèmes	7	7	0	0	0	0	9	11	38	37	35	36	10	9
Acquisition des concepts	7	7	0	0	1	1	10	12	38	36	37	38	7	7
Application des procédures	7	7	0	0	0	0	12	13	39	38	34	34	7	7
Communication de sa compréhension	7	7	0	0	4	4	22	22	38	36	25	25	3	4
Niveau général de rendement en mathématiques	7	7	0	0	1	2	11	13	41	36	36	37	4	5
Domaines mathématiques 3e année														
Numération et sens du nombre	7	7	0	0	0	0	10	11	31	29	42	40	10	12
Géométrie et sens de l'espace	7	7	0	0	0	0	5	6	38	35	44	44	5	7
Mesure	7	7	0	0	0	0	6	7	35	32	46	46	6	7
Modélisation et algèbre	7	7	0	0	1	1	10	12	37	37	41	38	4	4
Traitement des données et probabilité	7	7	0	0	1	1	6	8	34	32	45	44	6	8

Résultats des élèves de 6e année du Conseil (en pourcentages)

Données pour le Conseil = colonnes blanches Données provinciales = colonnes jaunes

COMPÉTENCES	EXEMPTÉS		AUCUNE DONNÉE		INFORMATIONS INSUFFISANTES POUR NOTER		NIVEAU 1		NIVEAU 2		ATTENTES DU MEFO NIVEAU 3		NIVEAU 4	
Lecture 6e année														
Raisonnement	6	6	0	1	2	2	7	9	33	40	46	40	5	4
Communication	6	6	0	1	0	1	10	13	41	46	35	30	6	5
Organisation des idées	6	6	0	1	3	3	12	15	38	41	37	32	3	3
Respect des conventions de la langue	6	6	0	1	2	3	14	16	29	34	43	37	5	4
Niveau général de rendement en lecture	6	6	0	0	3	4	3	4	23	28	49	46	16	13
Écriture 6e année														
Raisonnement	7	6	0	0	3	4	4	5	29	29	46	47	11	8
Communication	7	6	0	0	3	4	6	5	35	35	37	39	12	10
Organisation des idées	7	6	0	0	3	4	6	5	33	32	40	43	11	9
Respect des conventions de la langue	7	6	0	0	3	4	9	8	35	36	36	36	10	9
Niveau général de rendement en écriture	7	6	0	0	4	6	0	1	29	28	47	49	13	10
Mathématiques 6e année														
Résolution de problèmes	5	6	0	0	0	1	10	11	40	40	40	37	3	5
Acquisition des concepts	5	6	0	0	3	3	12	14	35	35	37	34	6	7
Application des procédures	5	6	0	0	1	1	8	9	35	36	43	39	7	8
Communication de sa compréhension	5	6	0	0	3	4	17	19	37	36	32	28	6	6
Niveau général de rendement en mathématiques	5	6	0	0	3	3	2	3	27	29	43	40	20	18
Domaines mathématiques 6e année														
Numération et sens du nombre	5	6	0	0	0	1	9	11	38	38	40	35	8	8
Géométrie et sens de l'espace	5	6	0	0	0	1	19	19	33	33	35	32	6	7
Mesure	5	6	0	0	2	2	15	15	26	26	34	33	17	15
Modélisation et algèbre	5	6	0	0	1	1	12	14	37	37	36	34	8	7
Traitement des données et probabilité	5	6	0	0	0	1	17	18	35	35	36	32	4	6

Appui aux directions d'écoles

Un guide destiné aux directions d'écoles intitulé « Au cœur de l'enseignement et de l'apprentissage, un leadership catholique francophone convaincu » a été préparé afin d'appuyer les directions et directions adjointes des écoles. Ce document a fait l'objet d'une vaste consultation et s'inspire d'une réflexion prenant sa source dans le *Plan directeur* du Conseil.

Rencontre du Conseil de gestion de la rentrée 2000 en présence du directeur de l'éducation Marcel O. Bard, du personnel cadre ainsi que des directions et directions adjointes des 45 écoles.

Ce guide renferme trois composantes :

1. La supervision de la personne à la direction ou à la direction adjointe : décrit la démarche de supervision qui vise l'excellence et encourage le perfectionnement professionnel;
2. Guide sur l'évaluation, l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'école : constitue un outil fondamental de planification et de gestion et vise l'amélioration dans les domaines prioritaires ciblés par le Conseil;
3. Plan de relève des chefs de file : vise l'identification des chefs de file potentiels et la présentation d'un processus de sélection uniformisé.

Un guide administratif a également été élaboré afin d'aider les directions à s'acquitter de leurs tâches administratives. Ce document est disponible sur le site hypertoile du Conseil.

Plan de relève des chefs de file

Les éléments présentés lors du Symposium sur le leadership organisé par le ministère de l'Éducation de l'Ontario, les 25 et 26 novembre 1999, ont permis au Conseil de poursuivre sa réflexion sur le rôle changeant des directions d'écoles confirmant du même coup le bien-fondé de son Plan de relève des chefs de file.

Le plan de formation de la relève destiné aux directions vise à former et préparer certains membres du personnel enseignant intéressés à assumer éventuellement la direction d'une école. Les formations offertes au cours de l'année 1999-2000 ont porté sur la structure organisationnelle du Conseil, sur la supervision pédagogique, sur les communications et le marketing et sur le leadership spirituel entre autres. Cette initiative a été jugée remarquable et essentielle alors que 90 % des participantes et participants à cette formation en 1999-2000 ont été appelés à occuper un poste d'adjoint ou de direction à la tête d'une école en septembre 2000.

Formations offertes par le Conseil

Plusieurs initiatives ont été mises de l'avant dans le domaine de la formation et du perfectionnement professionnel. Parmi les ateliers dispensés aux directions d'écoles, on compte : le leadership, la gestion du stress, la gestion interactive, la planification opérationnelle et le processus budgétaire. De plus, le Conseil encourage chaque direction d'école à assurer la mise en place de stratégies pour répondre aux besoins du personnel en matière de formation.

L'un des éléments marquants au plan de la formation des enseignantes et des enseignants comprend l'élaboration d'un plan d'accompagnement pour le personnel enseignant débutant. Les nouveaux membres du personnel bénéficient de formation au sujet de la planification et de l'évaluation des élèves, de l'enfance en difficulté, du caractère confessionnel de nos écoles, de la réalité franco-ontarienne etc.

L'école St-René-Goupil célèbre 25 ans

Journées pédagogiques

Lors de la journée pédagogique du mois de septembre 2000, une trentaine d'animatrices et d'animateurs provenant des Services pédagogiques et des écoles présentaient une panoplie d'ateliers qui tenaient compte des besoins du personnel enseignant, des bibliotechniciennes et des bibliotechniciens et des aides-enseignantes et des aides-enseignants et ce, dans le respect de la mission, de la vision et des exigences du ministère de l'Éducation. Tout le personnel scolaire a bénéficié de formations sur des sujets diversifiés tels l'enseignement religieux selon le nouveau programme-cadre de l'Office provincial de l'éducation de la foi catholique en Ontario (OPECO); l'intégration de la technologie; l'introduction de trousses de manipulation en Sciences et technologies et l'intégration de l'animation culturelle dans la programmation.

On offrait également la formation sur le Plan annuel de cheminement (PAC) version électronique et le Programme d'enseignantes et d'enseignants guide (PEG) et l'évaluation des compétences et de la gestion de notes.

Le Conseil offrait une formation sur le Plan d'enseignement individualisé (PEI) électronique, sur la gestion de comportement dans les modules de relance, les stratégies à utiliser auprès de cas d'autisme et de handicap de développement. Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre du programme *Pour l'amour des nôtres*, les enseignantes et enseignants du cycle préparatoire se penchaient sur le comportement et les problèmes d'orthophonie.

PEG

Les membres des équipes de mise en œuvre des écoles secondaires du Conseil ont participé aux journées de formation au Programme d'enseignant et d'enseignante guide (PEG) en février 2000 afin d'assurer la mise en œuvre de ce programme proposé par le ministère de l'Éducation de l'Ontario. Trois écoles ont accepté de piloter le planificateur électronique et les unités d'apprentissage présentés.

Le Conseil se propose de profiter du plus grand nombre d'activités favorisant la mise en œuvre du PEG pour les 7e, 8e, 9e et 10e années. D'ailleurs les activités proposées initialement ont fait l'objet d'une évaluation et les services pédagogiques ont élaboré un recueil complet d'activités qui aide les élèves à compléter leur Plan annuel de cheminement (PAC).

Copies types

Instruments et outils d'évaluation, la mise en œuvre des copies-types à l'élémentaire et au secondaire est l'occasion de revoir notre pratique en matière d'évaluation et d'apprentissage. Les initiatives ministérielles à cet effet ont permis au Conseil d'offrir de la formation au personnel enseignant des écoles élémentaires en français et en mathématiques. Au secondaire, le processus d'élaboration a été mis en œuvre depuis février 2000 et une équipe d'enseignantes et d'enseignants a été formée dans diverses disciplines telles affaires et commerce, éducation physique et santé, éducation artistique et éducation technologique.

Partenariats

Engagements du Conseil envers les partenariats :

- ★ créer un milieu scolaire encourageant la collaboration et la communication entre les partenaires;
- ★ encourager la collaboration entre l'école, le foyer et la collectivité pour le bien-être de l'élève;
- ★ établir des partenariats variés en vue d'offrir des programmes et des services de qualité en français;
- ★ mettre sur pied un programme de reconnaissance des partenaires.

Le Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud ne pourrait faire les constats positifs de cette troisième année d'existence sans reconnaître le rôle que jouent les partenariats au plan de son évolution. Le Conseil cherche constamment à identifier de nouveaux partenaires afin de développer des projets ou des collaborations profitables aux deux parties. Parmi les partenaires en éducation du Conseil, on compte les parents et la famille, les entrepreneurs, la communauté, les paroisses, les agences gouvernementales, les syndicats et bien entendu, les autres conseils scolaires francophones et anglophones.

LE RÉSEAU DES CONSEILS SCOLAIRES, DES PARTENARIATS INESTIMABLES

Encore cette année, les cadres supérieurs du Conseil ont établi des pourparlers avec ceux du Conseil scolaire public de langue française afin d'explorer différents domaines où le partage de services serait possible tant pour les services administratifs que pour les services pédagogiques.

Le consortium pour le transport avec le Conseil scolaire de district du Centre-Sud-Ouest est un bon exemple de partenariat. En fait, en ce qui a trait au transport dans les régions desservies par le Conseil (excluant Toronto et Niagara), le service est offert en collaboration avec d'autres conseils de langue française et anglaise. C'est d'ailleurs des initiatives comme celle-ci qui sont encouragées par la Commission d'amélioration de l'éducation (CAÉ) dans la recherche d'économies, d'efficience et dans l'évitement de dédoublement de services sur le même territoire.

Au plan des regroupements de conseils scolaires, le Conseil s'est affilié à la Fédération nationale des conseillères et des conseillers scolaires (FNCSF), à l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC), et au Conseil ontarien des directions des écoles de langue française (CODELF) qui offre un forum de discussion afin d'étudier diverses questions notamment sur le financement de projets spéciaux (Entente spéciale Canada Ontario) et permet de partager sur les meilleures pratiques. Le CODE de son côté offre également des occasions de rencontres au ministère de l'Éducation sous l'égide de la conférence des directions de l'éducation de l'Ontario (CODE). Ces discussions portent ordinairement sur des projets de lois récemment avancés par le ministère.

Les élèves et le personnel de l'école Saint-Jean-de-Lalande plantent un arbre lors du 25e anniversaire de l'école.

LES BAILLEURS DE FONDS

Au cours du printemps 2000, le Conseil participait aux rencontres de mise en place du Regroupement des directions scolaires francophones du Canada. Ce groupe découlant de la Fédération nationale des conseillères et des conseillers scolaires francophones vise la mise en commun des efforts pour la négociation des enveloppes du gouvernement fédéral destinées à l'éducation francophone en milieu minoritaire.

D'ailleurs, dans le cadre de l'Entente spéciale Canada-Ontario, plusieurs des services du Conseil ont été appelés à contribuer à la préparation de demandes de financement pour des projets dans les domaines des réseaux de technologies informatiques, de l'immobilisation, des systèmes de communication électroniques, de l'aménagement linguistique, des services à l'élève et de l'intégration des technologies. Ces projets représentent plusieurs millions de dollars et aideront le Conseil à réaliser ou poursuivre des projets ponctuels auprès des élèves.

Pour une deuxième année consécutive, le Conseil a obtenu des fonds ministériels pour le projet PASSERELLES, un programme de transition de l'école secondaire au monde du travail mis en œuvre dans plusieurs de nos écoles secondaires. D'autre part, le *Programme d'apprentissage pour les jeunes de l'Ontario* (PAJO) a permis au Conseil de bénéficier d'une subvention ministérielle permettant aux élèves du secondaire l'apprentissage d'un métier. Enfin, le *Projet de jonction écoles-collèges-milieu de travail* a été présenté au ministère de l'Éducation en octobre 2000. Il vise à créer une programmation facilitant le passage de l'école secondaire vers les études collégiales. L'élaboration de ce projet a été rendue possible grâce à un partenariat avec le Conseil scolaire de district du Centre-Sud-Ouest, le Conseil scolaire des écoles catholiques du Sud-Ouest et le Collège des Grands-Lacs.

SERVICES DE GARDE ET DE LA PETITE ENFANCE

Cette année, dans les écoles où un service de garde n'est pas offert, le Conseil propose aux communautés intéressées un « Programme d'enrichissement linguistique » avant et après l'école pour les jeunes de quatre à douze ans. Ce programme se veut un prolongement de la journée scolaire en donnant l'occasion de faire de la recherche à l'aide d'ordinateurs, de faire des devoirs, de jouer des jeux de société, lire, parler et s'amuser. Ce projet est une occasion idéale pour créer des partenariats entre les écoles et leur communauté scolaire en donnant suite aux apprentissages vécus en salle de classe.

LES PARTENARIATS AVEC LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE

Le directeur de l'éducation, Marcel O. Bard, visite la garderie des Moussaillons

Le Conseil cherche également à établir des partenariats et des échanges avec la communauté francophone. Sa participation à des regroupements et des associations tels le Regroupement des dirigeants et intervenants francophones de la région de Hamilton (RDIF) et l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC) lui permet d'étendre son réseau.

À tous les ans, le Conseil délègue deux représentants au Congrès de l'Association canadienne d'éducation de langue française. Cette année, ce Congrès se tenait à Sherbrooke du 3 au 5 août 2000. Les membres du Conseil ont beaucoup apprécié la formation qui y était offerte.

En ce qui concerne les paroisses, une panoplie d'activités tissent des ponts entre l'école et l'église. De son côté, le Conseil assure une représentation auprès des paliers

plus administratifs de l'église catholique comme celle qui a eu lieu avec le Cardinal Ambrozic et les évêques de la Grande région de Toronto le 9 décembre 1999.

Le Conseil assure une représentation au sein des organismes communautaires tels le Comité français de la Police de Toronto, la Caisse populaire et le Groupe de référence francophone de la Commission de formation de Toronto dans le but d'assurer l'offre de meilleurs services en français.

Le Conseil s'implique auprès de la communauté d'affaires en participant au Cercle canadien et aux déjeuners du Regroupement des dirigeants et intervenants francophones. Ces rencontres permettent un échange intéressant : le Conseil peut faire connaître ses activités et profiter des conférences comme celle qui avait été offerte en juin 2000 alors que M^{e} Paul Rouleau commentait les répercussions et les implications légales de la décision récente de la Cour Suprême du Canada dans la cause des parents de Summerside à l'Île-du-Prince-Édouard.

Le Conseil était fier de s'allier à des événements tels le lancement du réseau de commerce international du Collège des Grands Lacs le 30 mars 2000 et d'agir à titre de partenaire lors du 8^{e} Salon du Livre de Toronto en octobre 2000. Il s'agit-là de belles occasions de partenariat, profitables aux élèves, qui apportent une visibilité intéressante au Conseil.

Plus de 500 personnes se sont rencontrées pour une fête champêtre à l'école Sainte-Madeleine, le 16 juin dernier.

DES PARTENARIATS POUR UNE MEILLEURE ÉDUCATION

Notre Conseil contribue également de façon significative à plusieurs projets provinciaux en accordant des prêts de service pour la réalisation d'initiatives ministérielles ou en participant à l'élaboration de projets pédagogiques, à la mise à l'essai ou l'administration de ces projets. L'expertise du Conseil dans tous les domaines que ce soit au niveau éducatif ou pédagogique, de la gestion ou des communications, a bénéficié à l'ensemble de la communauté éducative francophone de l'Ontario.

Soucieux de son accessibilité et conscient de l'importance de sa visibilité, le Conseil a participé à de grands rassemblements tels les États généraux de la petite enfance les 28 et 29 janvier à Toronto, où en plus d'assurer une excellente représentation lors de la conférence, le Conseil se faisait connaître davantage sur place à l'aide de son kiosque.

Le Conseil était aux rencontres du Réseau ontarien du savoir en juin et novembre 2000 dans le but de participer à l'élaboration de la stratégie de mise en place d'un réseau technologique étendu à travers la province.

Certaines autres collaborations bénéficient directement aux élèves comme ce groupe du Réseau des femmes de Durham qui a reçu du ministère des Services sociaux et communautaires une somme de 25 000 $ dans le but de prévenir la violence faite aux femmes et qui a fait en sorte que 20 élèves de la région de Durham reçoivent des services de counselling. Les travailleuses sociales du Conseil ont sélectionné et discuté avec les parents et les élèves susceptibles de bénéficier de ce service additionnel qui s'adressait à des témoins ou des victimes de violence.

Le maintien de relations harmonieuses avec les syndicats représentant les employés du Conseil demeure toujours une priorité. Le Conseil participait à plusieurs rencontres avec les représentants de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO) et était présent lors de la troisième assemblée générale annuelle de l'organisme qui se tenait le 6 mai 2000. Le Conseil travaille également étroitement avec la FEESO qui représente le personnel de soutien pédagogique et administratif et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) qui représente les concierges.

PARTENARIAT AVEC LES PARENTS

8e Salon du Livre de Toronto

Dans le cadre de l'organisation scolaire, il est primordial pour le Conseil d'investir auprès des parents afin de leur permettre de se doter d'une structure qui facilitera la consultation lors des prises de décisions ainsi que la communication dans son sens le plus vaste. Les conseils d'école sont maintenant obligatoires en Ontario et c'est avec enthousiasme que le CSDCCS recherche la participation active des parents autant dans le cadre des délibérations du Conseil scolaire que celles de l'école. Dans cette optique, le Conseil appuie les conseils d'école dans leur rôle en offrant des formations et en communiquant régulièrement avec eux via le feuillet d'information « Coup d'œil ». De plus, le Conseil a budgeté une somme de 500 $ par conseil d'école à l'automne 2000 afin de les appuyer dans leur fonctionnement et leurs activités de formation.

D'ailleurs, à l'automne 2000, les conseils d'école ont eu l'occasion de s'entretenir avec le nouveau directeur de l'éducation lors de sa tournée du territoire. Les parents d'une part se sont montrés manifestement intéressés et curieux face au nouveau rôle des conseils d'école préconisé par le ministère de l'Éducation et qui devrait être annoncé sous peu. D'autre part, ils ont exprimé leurs préoccupations au sujet du transport, des communications, des installations scolaires et de l'organisation scolaire au palier secondaire. On a profité de cette tournée d'automne pour identifier les membres du premier comité de liaison des conseils d'école. Ce comité aura pour mandat d'agir à titre de porte-parole de l'ensemble des régions du Conseil et jouera le rôle d'une courroie de transmission auprès des parents.

Développement des politiques

Les conseils d'école et la communauté scolaire dans son ensemble ont participé activement au développement des nouvelles politiques du Conseil. En effet, une fois l'ébauche d'une politique approuvée par les conseillères et les conseillers scolaires, celle-ci est expédiée aux conseils d'école, aux directions d'école, au personnel ainsi qu'aux syndicats lorsque pertinent et aux paroisses. Les amendements proposés lors de cette consultation sont rapportés au Conseil qui statue sur la version finale. Le développement de trente nouvelles politiques est prévu. Déjà, onze d'entre elles ont été finalisées, 17 autres ont franchi le stade de la consultation et les deux dernières restent à élaborer.
Voici la liste des nouvelles politiques du Conseil:

1. Admission des élèves;
2. Aménagement linguistique;
3. Intégration de l'enfance en difficulté;
4. Évaluation du rendement de l'élève et suivi de l'apprentissage;
5. Enseignement religieux et animation pastorale;
6. Conseils d'école;
7. Santé et sécurité;
8. Calendrier scolaire;
9. Ressources humaines;
10. Stratégies et ressources pédagogiques;
11. Communications.

Une fois la politique en place, l'administration du Conseil prévoit et définit son application à l'aide de directives administratives. Ce travail a été finalisé au cours de la dernière année en ce qui a trait à l'admission des élèves, la pédiculose, l'enseignement à domicile et les conseils d'école.

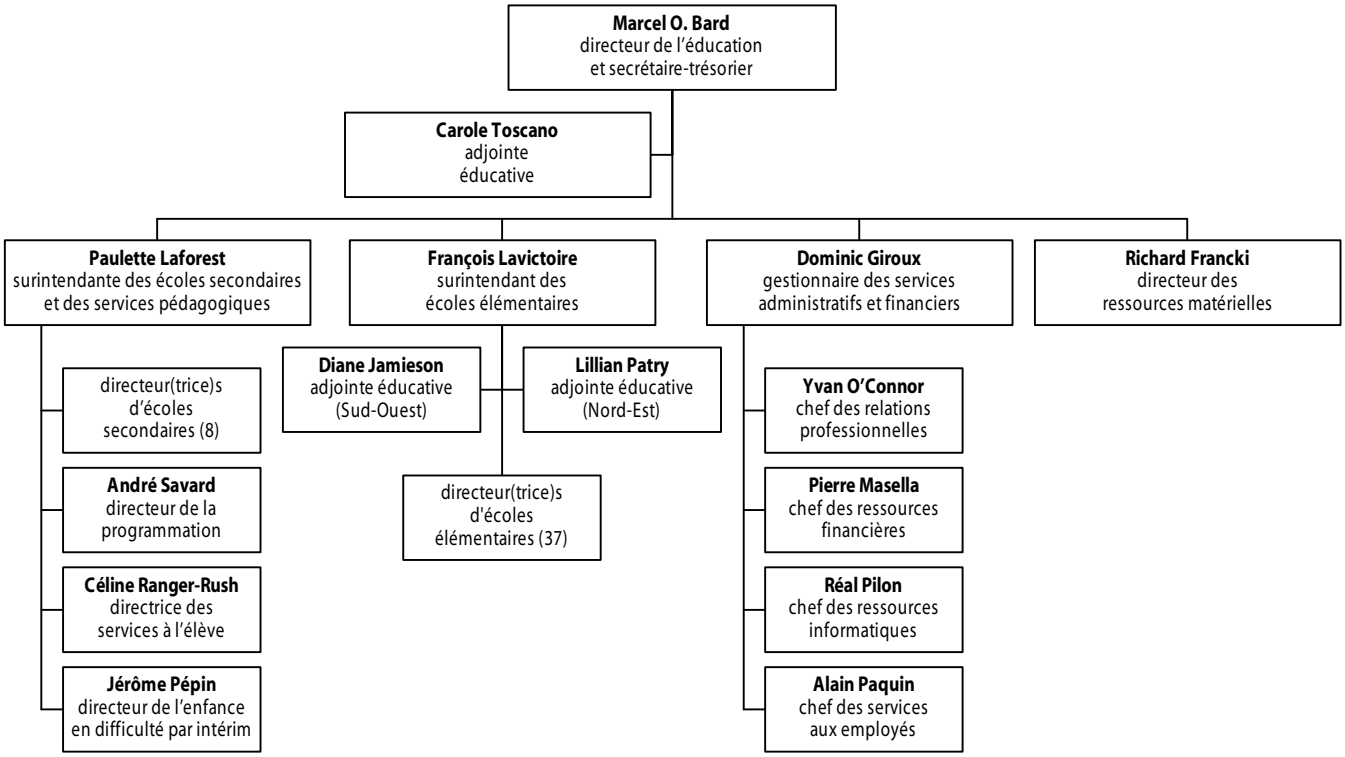
Il est à noter que des politiques et des directives administratives intérimaires sont en vigueur en attendant l'élaboration des versions propres au Conseil.

Activités de plein air lors du 25e anniversaire de l'école Sainte-Marguerite-Bourgeoys, de Brantford.

Le réseau d'appui aux écoles : les services administratifs

Si les écoles du Conseil sont aussi riches en activités et en réalisations, c'est grâce au travail acharné des directions d'écoles et aux directions adjointes qui sont épaulées d'équipes composées de personnel enseignant et non-enseignant dévoué à la tâche et engagé auprès des élèves et de la communauté. Bien entendu, en plus d'un soutien pédagogique constant, le réseau des écoles bénéficie de l'appui d'une équipe administrative professionnelle et dynamique qui travaille étroitement avec eux à partir du siège social du Conseil situé à Toronto et des points de service Sud-Ouest (Hamilton) et Nord-Est (Toronto). Le personnel administratif offre une gamme complète de services assurant la bonne marche du système. Beaucoup de changements ont eu lieu au sein des équipes au cours de la dernière année mais elles sont maintenant toutes bien constituées et dirigées par des chefs expérimentés qui placent le bien des élèves au cœur de leurs préoccupations.

ORGANIGRAMME



COMMUNICATIONS

Le plan de communication

Le plan de communication du Conseil est en cours de révision dans le but d'améliorer les communications internes et externes. Le nouveau plan de communication répondra aux objectifs énoncés dans le deuxième rapport annuel, aux préoccupations exprimées par la Commission d'amélioration de l'éducation (CAÉ) ainsi qu'aux attentes du nouveau directeur de l'éducation, Marcel O. Bard.

Les activités visant à assurer la présence et la visibilité du Conseil au sein de la communauté scolaire et à recruter le plus grand nombre d'élèves possible ont été nombreuses au cours de la dernière année:

- Campagne de promotion annuelle dans les journaux et à la télévision;
- Ligne téléphonique sans frais;
- Programme de formation en communication et marketing à l'intention des directions d'écoles;
- Appui à une multitude d'activités dans les écoles;
- Diffusion de communiqués de presse et organisation de conférences de presse, de lancements et dévoilements;
- Publication du « Faits saillants », bulletin d'information mensuel sur les décisions du Conseil diffusé aux parents, conseils d'école et aux partenaires communautaires sur tout le territoire;
- Publication du « Chacun de Nous » trimestriellement et diffusion à toutes les écoles et leurs collectivités;
- Site hypertoile (Web) au www.csdccs.edu.on.ca;
- Participation à une multitude d'activités communautaires;
- Préparation de dépliants et brochures;
- Calendrier d'activités du Conseil sur le site hypertoile;
- Trousse d'inscription à la maternelle.

On fête le 10e anniversaire de l'école Sacré-Cœur.

D'ailleurs, de nouvelles activités ont déjà été mises en place dans le but de faire connaître le directeur de l'éducation telles que la publication hebdomadaire d'un feuillet électronique destiné au personnel du Conseil intitulé « Propos de Marcel » et l'organisation d'une tournée des familles d'écoles du Conseil à l'occasion de la rentrée scolaire 2000-2001.

Le plan de communication prévoit également la mise à jour du site Internet du Conseil. Des améliorations y sont constamment apportées depuis sa création dont l'ajout d'un calendrier informatisé des activités des différents groupes de la communauté scolaire: membres du Conseil, personnel enseignant et non-enseignant, conseil de gestion, activités des écoles et des conseils d'écoles, etc.

SONDAGE SUR LA SATISFACTION DES CLIENTÈLES DU CONSEIL

Lors de la publication du *Premier Rapport annuel de la* direction de l'éducation en décembre 1998, des objectifs chiffrés avaient été fixés dans une perspective d'amélioration continue et en vue d'actualiser les engagements du Conseil à l'égard de sa clientèle et de ses partenaires internes et externes tels qu'énoncés dans le *Plan directeur*. Il s'agissait là d'un premier pas témoignant du souci de redevabilité. Dans son 2e *Rapport annuel*, la directrice de l'éducation évoquait la démarche prévue en vue de mesurer l'atteinte des objectifs chiffrés et établissait des objectifs pour l'an 2000. De plus, dans son rapport sur les progrès réalisés par le Conseil, la Commission d'amélioration de l'éducation (CAÉ) invitait ce dernier à poursuivre dans la même veine.

Le sondage portant sur les objectifs chiffrés a été réalisé au printemps 2000 auprès des parents, du personnel et auprès des élèves du secondaire. Les résultats et les constats qui s'en dégagent servent à l'établissement de priorités pour le Conseil et constituent un indicateur important pour les écoles qui intégreront cette information lors de l'élaboration de leur plan d'école.

Le concours oratoire

Les finales du concours oratoire de notre district se tenaient au CEEC-Ruisso à Mississauga le 3 mai 2000 clôturant ainsi la série de compétitions locales organisées en collaboration avec les Clubs Richelieu. Lors de la grande finale tenue à Toronto le 27 mai, quatre des lauréats et lauréates des six récompensés étaient issus des écoles élémentaires de notre Conseil.

Voici un tableau présentant un survol des résultats. À noter : une différence de moins de 5 % entre l'objectif visé et le résultat obtenu est considérée suffisamment positive pour valoir un bonhomme sourire.

OBJECTIFS	CONSEIL		☺	ÉLÉMENTAIRE		SECONDAIRE	
FOI	%	N		%	N	%	N
80 p. 100 des **parents** seront satisfaits de l'apprentissage de la catéchèse à l'élémentaire et de l'enseignement religieux au secondaire	76 %	2 111	☺	81 %	1 701	59 %	406
80 pour cent des **parents** seront satisfaits de l'importance accordée à la catholicité au sein de l'école	75 %	2 038	☺	78 %	1 643	61 %	393
80 pour cent des **élèves** du secondaire seront satisfaits des possibilités de développement personnel offertes dans leur école	49 %	934				49 %	934
LANGUE ET CULTURE							
70 pour cent des **parents** seront satisfaits de l'apprentissage de l'écriture et du français en général	80 %	2 156	☺	81 %	1 730	76 %	423
85 pour cent des **parents** seront satisfaits de l'importance accordée à la francophonie au niveau de l'école	83 %	2 159	☺	86 %	1 731	70 %	424
90 pour cent des **élèves** du secondaire jugeront que l'école leur offre l'occasion de s'épanouir dans la langue et la culture française	59 %	1 998				61 %	1 998
ENSEIGNEMENT ET APPRENTISSAGE							
70 pour cent des membres du **personnel** enseignant seront satisfaits de la formation en cours d'emploi offerte au cours de l'année	24 %	457		22 %	376	32 %	80
70 pour cent **des parents d'élèves du secondaire** seront satisfaits de la variété de choix dans les cours optionnels	33 %	391				33 %	391
70 pour cent des **parents d'élèves du secondaire** seront satisfaits des services d'orientation et de préparation au choix de carrière	38 %	362				38 %	362
75 pour cent des **élèves** jugeront que l'école leur offre les services spéciaux dont ils ont besoin	49 %	854				49 %	854
70 pour cent des **parents** seront satisfaits des informations reçues sur le programme d'études ou le contenu des cours suivis par leurs enfants	56 %	2 007		59 %	1 587	46 %	417
70 pour cent des **parents** seront satisfaits de la qualité des communications avec les enseignantes et enseignants (notes de suivi, appels, rencontres de bulletin)	69 %	2 135	☺	73 %	1 729	55 %	403
PARTENARIATS							
80 pour cent des **parents** seront satisfaits des informations reçues sur les activités de l'école et du Conseil scolaire	68 %	4 269		71 %	3 435	51 %	828
Les inscriptions auront augmenté de 5 pour cent dans l'ensemble des écoles du Conseil (1998-2000)	4,22 %						
90 pour cent des directions d'école et au moins une représentante ou un représentant par conseil d'école auront reçu une formation portant sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan de communication	95 %		☺				
PLAN DIRECTEUR							
85 pour cent des écoles auront mis en œuvre trois priorités du Plan directeur à la satisfaction de l'administration du Conseil, de la direction et du conseil d'école		—					
90 pour cent des conseils d'école auront validé le Plan d'école et auront été informés des progrès réalisés tout au long de l'année.		—					
100 pour cent des services centralisés auront élaboré un plan de mise en œuvre intégré des priorités du Plan directeur.	100 %		☺				

Les premiers points de repère traduits par ce sondage sont très positifs; ils confirment des succès évidents au niveau de la réalisation de la mission du Conseil. En effet dans les domaines de la **foi**, de la **langue** et de la **culture**, 67 % des objectifs ont été atteints. Dans le domaine de la **foi,** les parents se sont déclarés satisfaits à 76 % de *l'apprentissage de la catéchèse à l'élémentaire et de l'enseignement religieux au secondaire* et à 75 % de *l'importance accordée à la catholicité au sein de l'école*. Pour ce qui en est du domaine de la **langue** et de la **culture**, les parents ont exprimé un niveau de satisfaction encore plus grand avec des cotes de 80 % pour *l'apprentissage de l'écriture et du français en général* et 83 % pour la *francophonie au niveau de l'école*.

Au niveau de l'enseignement et de l'apprentissage, 69 % des parents ont affirmé être satisfaits de la qualité des communications avec le personnel enseignant. Du côté administratif 100 % des services du Conseil ont élaboré un plan de mise en œuvre intégrant les priorités du *Plan directeur.*

Les informations contenues dans ce sondage serviront aux administrateurs du Conseil ainsi qu'aux directions d'école lors de l'élaboration des Plans d'école et plus particulièrement des Plans d'amélioration.

Malgré toutes ces sources d'informations pertinentes, pour toutes sortes de raisons techniques et organisationnelles, certains des objectifs chiffrés n'ont pu être directement ou précisément mesurés. Ils feront l'objet d'une attention particulière lors d'une prochaine ronde d'évaluation.

Valorisation 2000, notre fête

La deuxième édition de la célébration Valorisation 2000 avait lieu le 24 septembre 2000 à l'Académie Mère-Teresa, à Hamilton. Cet événement a pour but de reconnaître et souligner la contribution exceptionnelle de certains individus au développement du Conseil. Plus de 250 personnes de la communauté scolaire ont participé à la célébration liturgique, au dîner barbecue et à l'épluchette de blé d'Inde. Au cours de la remise des prix, 24 distinctions dans les catégories de membres du personnel enseignant et non enseignant, élèves des niveaux primaire et secondaire, partenaires, personnel administratif et personnel cadre du Conseil ont été attribuées.

Campagne publicitaire annuelle

Une campagne publicitaire dans les journaux communautaires (anglophones), les hebdomadaires francophones et les grands quotidiens de notre région, a été menée au mois de février afin d'annoncer la semaine d'inscription dans les écoles soit du 14 au 18 février 2000. Cette année, les trousses d'inscription comprenaient un questionnaire à l'intention des parents visant à identifier leur source d'information afin de permettre au Conseil d'évaluer l'efficacité des stratégies de promotion des écoles. La campagne publicitaire télévisée a été sans contredit la plus innovatrice au sein des conseils scolaires de langue française et celle qui a fait le plus d'effet. Trois annonces différentes étaient présentées en rafale sur les ondes de la Société Radio-Canada pendant trois semaines.

Un anniversaire

Saviez vous que le Chacun de Nous *a célébré sa première année d'existence le 21 mars 2000? Le bulletin d'information du Conseil est tiré à environ 15 000 exemplaires ce qui le place au deuxième rang au plan de l'importance de sa distribution parmi les petits journaux communautaires de l'Ontario français.*

SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

Les changements les plus marquants au niveau organisationnel ont eu lieu au sein des services administratifs et financiers. En effet, les besoins grandissants et plus spécifiques des écoles ont défini les paramètres de ce service qui regroupe désormais quatre secteurs d'intervention :

- les services aux employé-e-s;
- le service des relations professionnelles;
- le service des ressources informatiques;
- le service des ressources financières.

La dernière année en fut une de travail très intense au sein des services administratifs et financiers. Le Conseil a eu notamment à embaucher trois nouveaux chefs de services. La gestion du dossier des moisissures durant la première moitié de l'année, simultanément à l'absence de chefs dans trois des quatre services pour une période prolongée représente une réussite collective majeure du personnel en place. Le Conseil est fier de pouvoir maintenant compter sur une équipe bien établie.

Service des ressources financières

Le Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud participe à une initiative commune aux douze conseils scolaires de langue française de l'Ontario visant la mise en œuvre d'un nouveau logiciel intégré de gestion des finances et des ressources humaines (SAP). Ce logiciel permet d'améliorer l'échange d'information financière entre le Conseil et les écoles et facilite la gestion des budgets par les directions d'écoles.

Le transfert des données financières s'est fait au cours de l'automne 1999 et se poursuivra aux services aux employé-e-s et de la paie vraisemblablement en 2001. La formation des utilisateurs de SAP au module achat-finance a fait l'objet d'une tournée de toutes les écoles en 1999-2000. Ce système prône la décentralisation du processus de prise de commandes, ce qui permet aux écoles une autonomie et accélère la réception de la marchandise.

Consultation pour la préparation des prévisions budgétaires 2000-2001

Depuis sa création, le Conseil modèle ses exercices financiers en fonction de la nouvelle formule provinciale de financement. En 1999-2000, les prévisions budgétaires se chiffraient à 83 580 306 $.

Cette année encore, le Conseil a mis en place un processus de consultation budgétaire élargi. Un bulletin d'information a d'abord été préparé afin de nourrir la réflexion des participants et participantes aux Forums de consultation pré-budgétaires. Les consultations publiques ont eu lieu au cours des mois d'avril et mai dans les régions de Mississauga, Barrie et Welland.

Consultation budgétaire

Au total, près de 200 individus, incluant les directions d'écoles, ont été sondés grâce au « Option finder ». Ce dispositif de vote électronique nous a permis de mesurer instantanément l'opinion de l'auditoire sur les différentes considérations et nous a permis de documenter et d'analyser les données recueillies. Les résultats de cette consultation ont été rendus public lors de la parution du deuxième numéro du bulletin sur le processus budgétaire à la fin du mois de mai. Les différentes questions soulevées se sont reflétées dans les choix budgétaires exercés par le Conseil. Grâce à ce processus, le Conseil a pu dresser dans les délais prévus un budget équilibré axé sur des valeurs et des priorités exprimées par ses partenaires en éducation. Ce processus budgétaire compte parmi les

activités les plus significatives de l'année dernière. De plus, cette consultation s'est soldée par un accueil très favorable des prévisions budgétaires 2000-2001 au sein du ministère de l'Éducation.

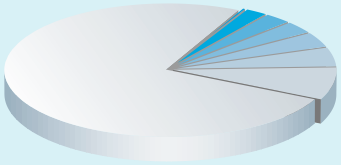
Le personnel du service a consacré beaucoup d'énergie à la préparation des états financiers 1999-2000. L'équipe misera ses efforts en 2000-2001 sur l'implantation de contrôles internes et la formation des responsables sur la préparation des rapports financiers sur mesure par l'entremise du système informatisé SAP.

Budget 1999-2000

DESCRIPTION	BUDGET 1999-2000
Dépenses pour l'enseignement en salle de classe	46 272 895 $
Dépenses en dehors de la salle de classe	37 307 411 $
Grand total	83 580 306 $

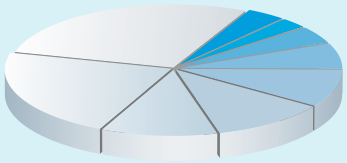
Budget tel qu'adopté lors de la séance régulière du Conseil du 9 juin 2000.

Dépenses en salle de classe



Perfectionnement professionnel	209 287 $
Suppléance	1 057 646 $
Ordinateurs	1 294 195 $
Bibliothèque et orientation	1 424 200 $
Soutien professionnel et paraprofessionnel	1 731 000$
Aides enseignantes	2 166 000 $
Manuels et fournitures scolaires	3 652 167 $
Titulaires de classe	34 738 400 $

Dépenses principales hors salle de classe



Réfections d'école	1 059 231 $
Secrétaires d'école	1 666 500 $
Administration du Conseil	3 041 222 $
Service de la dette	3 500 000 $
Directions/directions adjointes	4 179 750$
Temps de préparation	4 190 800 $
Fonctionnement des écoles	8 187 005 $
Transport	10 612 859 $

Dépenses totales

Hors salle de classe	37 307 411 $
Salle de classe	46 272 895 $

SUBVENTIONS SPÉCIALES

Nous poursuivons la mise en œuvre des projets pour lesquels nous avons reçu des fonds de la première phase de l'Entente spéciale Canada-Ontario. Le financement reçu au chapitre des fonds de restructuration sert à l'administration des régimes de conditions de travail, à l'implantation du système SAP et à l'harmonisation des conventions collectives. Les fonds destinés au soutien du rendement de l'élève servent à la formation de personnel ainsi qu'à l'identification des élèves à besoin. Au plan de l'intégration de la technologie des projets comme l'informatisation des centres de ressources, l'achat d'ordinateurs, la console d'écriture et la préparation de guide pédagogique ont été mis en place.

Rencontre avec le nouveau personnel enseignant, le 30 août 2000.

Le Conseil profite d'une soirée organisée en l'honneur des retraité-e-s et des membres du personnel avec 25 ans de service pour souligner ces contributions exceptionnelles. La célébration des retraité-e-s s'est déroulée à l'école secondaire Nouvelle-Alliance, le 17 juin 2000.

Le ministère de l'Éducation a bonifié en 2000-2001 le financement aux conseils scolaires de langue française servant à offrir des programmes d'« Acquisition de la langue française » (ALF) reconnaissant ainsi l'importance de l'éducation à temps plein dès la petite enfance.

De plus, le ministère de l'Éducation a remboursé 64 % des dépenses (2 697 569 $) non prévues pour l'assainissement de ses installations infectées par les moisissures. Le Conseil s'est vu contraint à absorber la différence à même son budget.

Ressources humaines

Dans le cadre de la mise en place de la nouvelle équipe de gestion des services administratifs et financiers, la structure du service des ressources humaines fut remaniée au cours de l'année 1999-2000 en deux équipes complémentaires :

1. Service des relations professionnelles : destiné à la gestion des questions liées aux relations de travail et à la santé et sécurité.
2. Service aux employé-e-s : destiné à la gestion de la paie, des avantages sociaux et de la dotation.

Ce réaménagement a permis au Conseil d'offrir un appui plus soutenu aux directions d'école en matière de résolution de problème et de supervision du personnel tout en poursuivant la négociation simultanée de quatre conventions collectives, en effectuant les travaux nécessaires dans le dossier de la Santé et sécurité au travail et en administrant le système de paie informatisé.

Services aux employé-e-s

Les services aux employé-e-s ont travaillé à ces principaux dossiers :

RECRUTEMENT DU PERSONNEL ENSEIGNANT

Une équipe de recrutement composée du personnel du service aux employé-e-s ainsi que de directions d'écoles a fait une tournée de la grande région de Québec du 6 au 8 décembre en vue de recruter du personnel pour le début janvier. En tout, 32 personnes ont été rencontrées au cours de cet exercice et 26 candidatures ont été jugées recommandables. Les services aux employés ont également participé à la foire de l'emploi en compagnie des douze conseils scolaires de langue française à Ottawa, le 18 janvier 2000. Cette activité s'est répétée lors des foires de l'emploi à Sudbury ainsi qu'à Glendon (Ontario) en février 2000 et lors d'une foire de recrutement à Montréal en octobre 2000.

Grâce à l'efficacité de cet exercice de recrutement, le Conseil a comblé tous les postes de titulaire de salle de classe pour la rentrée scolaire mais a eu à composer avec une pénurie de personnes qualifiées pour les postes à venir et les modules de relance pour l'enfance en difficulté.

Comme il se doit pour préparer la rentrée scolaire, le Conseil, en partenariat avec l'Association des enseignants et des enseignantes francophones de l'Ontario (AEFO), tenait une journée d'accueil pour le nouveau personnel enseignant le 30 août dernier. Cette journée fut une réussite avec plus de 80 participants et participantes qui ont bénéficié d'ateliers offerts par les Services aux employé-e-s, l'AEFO et les Services pédagogiques.

PROJET SAP — PAIE ET RESSOURCES HUMAINES

La mise en place de cette base de données affectera également le mode d'opération du service. Le Conseil a participé aux comités qui travaillent à la mise en place de ce nouveau système informatique et la formation du personnel amorcée au cours de 1999-2000 se

poursuivra. L'implantation du module de paie à l'aide du système informatisé SAP devrait se concrétiser en 2001. La prochaine étape du travail consistera à faire la transition du système de paie actuel (SIAPP) à SAP en y incorporant le module de ressources humaines comprenant notamment l'ancienneté, l'assiduité et les curriculum vitae.

STRATÉGIE DE RÉTENTION DU PERSONNEL

Depuis sa création, le Conseil recherche la stabilité au sein de son personnel administratif. Après avoir procédé à l'élaboration d'un guide de gestion en ressources humaines et d'une classification intérimaire des postes non syndiqués, le Conseil s'était engagé au printemps 2000 à élaborer une stratégie de rétention du personnel dans le but de définir et limiter les départs trop fréquents du personnel. Dès septembre 2000, à la suite d'un sondage auprès du personnel administratif, le Conseil a mis en place une série de mesures pour assurer une meilleure rétention du personnel.

Service des relations professionnelles

En ce qui a trait au Service des relations professionnelles, les résultats des efforts déployés au plan de la négociation des ententes sont impressionnants. Les parties concernées ont manifesté, tout au long de l'année, leur engagement à maintenir des relations de travail productives et harmonieuses.

Deux ententes collectives ont été négociées avec le personnel enseignant régulier et suppléant. Les négociations entourant la convention collective des concierges ont été amorcées avec le Syndicat canadien de la fonction publique. Il en est de même pour l'élaboration des conditions de travail des personnes à la direction ou à la direction adjointe des écoles ou des services pédagogiques.

COMITÉ MIXTE DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Un comité mixte de santé et sécurité au travail a été instauré. En effet, le Conseil a approuvé le protocole d'entente sur le fonctionnement et la structure du Comité mixte de santé et sécurité au travail conformément aux dispositions du ministère du Travail. Le protocole prévoit une coprésidence et une représentation paritaire de cinq membres employés et cinq membres représentant l'employeur. Le protocole précise les devoirs et les pouvoirs des membres, la composition et les diverses procédures à suivre. Ce comité a organisé des rencontres visant la mise en place des mesures de santé et sécurité au travail à travers le réseau du Conseil. D'ailleurs l'un des premiers projets de ce comité a été le lancement, en octobre 2000, d'une tournée des écoles dans le but de réaliser des inspections selon les exigences du ministère du Travail.

Service des ressources informatiques

L'année 2000 marque véritablement l'entrée du Conseil dans l'ère des communications virtuelles. En effet, l'embauche, au printemps 2000 d'un nouveau chef des ressources informatiques marque la structuration de ce service, notamment par l'entrée en poste d'une dizaine d'employés combinée au rapatriement du volet technologique du CEEC-Ruisso. Grâce à ces employés, le Conseil a réalisé des progrès remarquables dans plusieurs dossiers à la grandeur du Conseil et a amélioré l'appui offert aux écoles.

RÉSEAU INFORMATIQUE

L'administration du Conseil a établi la diffusion des communications à son personnel par courriel depuis le 1er février 2000 : le Conseil dispose d'un réseau étendu performant reliant le personnel des 45 écoles, des deux points de service du Conseil, du siège social et des conseillers scolaires et ce à l'échelle de son vaste territoire s'étendant sur plus de

39 000 km^2. Le Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud est l'un des premiers conseils à inclure tous les membres du personnel enseignant au grand réseau informatique.

Institut CISCO

Un partenariat entre la firme CISCO et le Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud a été signé en octobre dernier. C'est à l'école secondaire catholique Mgr-de-Charbonnel que sont maintenant basés ces cours d'informatique. Cette école est la toute première école francophone de Toronto à offrir le programme Cisco Systems Networking Academy. Ce programme est conçu pour apprendre aux étudiantes et aux étudiants comment concevoir, construire et maintenir des réseaux informatiques, leur offrant ainsi la possibilité d'opportunités d'emploi à rémunération élevée et d'éducation collégiale.

En effet, toutes les écoles du Conseil sont mises en réseau informatisé et peuvent communiquer électroniquement. De plus, depuis décembre 1999, tout le personnel enseignant a accès au courrier électronique. Cet accès aux informations et à la communication instantanée offre des avantages significatifs pour l'ensemble du personnel : main mise sur les dernières tendances pédagogiques, sentiment d'appartenance et partage des connaissances.

D'autre part, l'élargissement du réseau informatique et la mise en place de logiciels via la connectivité provinciale en collaboration avec les douze conseils scolaires de langue française par l'entremise de systèmes tels que Trillium, SAP, Biblionet (centres de ressources) et Documentik (archives) ainsi que le réseau de vidéo conférence a eu un impact significatif et continuera à révolutionner les façons de travailler et d'échanger de l'information. Il faudra maintenant trouver les moyens d'exploiter ces outils au maximum afin de faire de la technologie notre premier allié au plan de l'enseignement, de la gestion et des communications. L'intégration complète et la consolidation des outils SAP et Trillium au niveau administratif exigeront encore beaucoup de formation et d'efforts.

LA VIDÉOCONFÉRENCE

Les élèves des huit écoles secondaires du Conseil bénéficient d'équipements d'information et de communication à la fine pointe de la technologie. En effet, des systèmes de vidéoconférence ont été installés dans toutes les écoles secondaires du Conseil. Le système de vidéoconférence permettra aux élèves du secondaire d'avoir accès à une plus grande variété de cours, de communiquer entre eux et de briser l'isolement.

BIBLIONET

Un système informatisé de gestion des centres de ressources a été implanté au sein de toutes nos écoles cette année. Le logiciel Biblionet offre un inventaire instantané des collections de livres de même que la possibilité pour les élèves et le personnel de faire des recherches de titres sur place ou via Internet.

SUPPORT TECHNIQUE

L'approche-service préconisée par le Conseil a pris tout son sens dans le monde de la cybernétique. En effet l'un des projets les plus novateurs ayant vu le jour au cours de la dernière année est sans doute la mise en place, en octobre 2000, d'un service de Support technique géré grâce au logiciel « Décisif » destiné à fournir, sur demande, de l'aide à tous les utilisateurs. La première phase d'implantation de ce service d'aide consistait à offrir un support aux écoles pour les questions relatives aux logiciels *Biblionet* et *Trillium*;

La mise en place du service informatique a également entraîné la mise en œuvre et la standardisation du site hypertoile du Conseil désormais pleinement opérationnel.

INTÉGRATION DES TECHNOLOGIES

Le Conseil a fait l'acquisition de 650 ordinateurs, ce qui a ramené le rapport ordinateur-élèves à 1 pour 6 dans l'ensemble du Conseil. Un inventaire exhaustif des équipements du Conseil a été réalisé en février 2000 dans le but d'identifier et de remplacer les ordinateurs désuets. L'équipe des techniciens au service des écoles du Conseil se chiffre à 10, ce qui permet une présence soutenue sur tout le territoire du CSDCCS.

Chaque école dispose maintenant d'une caméra digitale et les écoles secondaires ont ajouté à leur arsenal technologique un appareillage complet de vidéoconférence qui leur permettra de transmettre ou de recevoir des formations à distance. Ces efforts technologiques concertés des 12 conseils scolaires de langue française de l'Ontario permettront l'offre d'un plus grand nombre de cours au choix au niveau secondaire et contribuent à briser le sentiment d'isolement éprouvé par les élèves en situation minoritaire. Cette initiative permet également aux conseils d'offrir des programmes d'éducation à distance. Des formations sont prévues afin de tirer le maximum de cette nouvelle technologie. Déjà un certain nombre de cours s'offriront dès le 2e semestre.

TRILLIUM

Cette année scolaire marque l'entrée en fonction du nouveau système informatisé Trillium : il s'agit d'une base de données exhaustive servant à effectuer la gestion des horaires des élèves et du personnel enseignant, des listes de classes, des bulletins scolaires. Un travail intensif a été accompli par les directions et les secrétaires d'écoles secondaires au cours de l'été 2000 pour en assurer la mise en place. Le système Trillium est opérationnel dans nos écoles secondaires et l'implantation progresse à l'élémentaire.

SERVICE DES RESSOURCES MATÉRIELLES

Le Conseil a embauché un nouveau directeur des ressources matérielles, chargé de la gestion des installations du Conseil et du transport en mars 2000. Une tâche imposante s'offrait à lui dès son arrivée au Conseil avec, entre autres, des besoins de plus en plus pressants au niveau de la réfection des écoles, combinés à la nécessité de budgétiser et de mettre en priorité les travaux à effectuer à l'intérieur d'un plan d'immobilisation, sans oublier la gestion du transport scolaire.

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS SCOLAIRES

Dès le mois de mars 2000, une équipe de travail s'est attardée à l'installation sur notre réseau informatique du logiciel EduLog destiné à la gestion des installations et éventuellement à la planification de l'entretien préventif. À la suite d'une tournée exhaustive de toutes les installations du Conseil, un premier rapport brossant un tableau des besoins à court et moyen termes en ce qui concerne la réfection des édifices et établissant une liste des priorités en terme d'intervention immédiate a été présenté en mai 2000 dans le cadre de la préparation des prévisions budgétaires.

À plus long terme, l'utilisation du logiciel EduLog sera étendue à toutes les écoles pour le bénéfice des concierges et des directions d'écoles notamment, afin de leur permettre de faire des demandes de services « en ligne ». Le Conseil prévoit offrir de la formation pour maximiser l'utilisation de ce logiciel.

INSTALLATIONS SCOLAIRES

Le Conseil a tenu des rencontres avec la communauté pour préparer la transition dans le cadre de certains projets et pour éclairer ses décisions visant à solidifier son réseau d'écoles. Parmi les décisions les plus pénibles, il y a eu la fermeture de l'école élémentaire Saints-Martyrs-Canadiens à Perkinsfield. Il n'est pas facile et il n'y a pas de tâche plus ingrate pour un conseil scolaire que de voir à la fermeture d'une école. Des activités ont eu lieu dans le cadre de ce mandat: barbecue de fin d'année, lettre du directeur de l'éducation aux parents afin de remercier tous ceux et celles qui avaient travaillé à la transition des élèves vers leur nouvelle école et reconnaissance du comité chargé de la

École Saints-Martyrs-Canadiens à Perkinsfield

transition lors de la célébration Valorisation 2000. Les élèves provenant de l'école Saints-Martyrs-Canadiens se retrouvaient en septembre 2000 aux écoles élémentaires Sainte-Croix à Lafontaine et Saint-Louis à Penetanguishene. Ils et elles ont été accueillis dans leur nouveau milieu grâce à des activités spéciales organisées par la direction, le personnel et les conseils d'école de ces établissements.

D'autre part, une consultation de la communauté scolaire a eu lieu dans la région de Welland afin de trouver un site permanent pour les élèves du niveau secondaire qui sont désormais installés dans un établissement répondant à leurs besoins, l'école secondaire Jean-Vanier actuelle.

Les grands projets de l'année 1999-2000 incluaient également l'achèvement des travaux de construction à l'école secondaire Nouvelle-Alliance, à Barrie ainsi que des travaux d'agrandissement afin d'accroître la capacité de l'école élémentaire Marguerite-Bourgeois, à Borden, à l'automne 1999.

Nouveau site pour l'école élémentaire Monseigneur-Jamot dans la région de Peterborough

L'école élémentaire Monseigneur-Jamot, première école élémentaire catholique de langue française dans cette collectivité, a ouvert ses portes en 1998 avec une vingtaine d'élèves et, suite à son déménagement dans un nouveau site, a plus que doublé ses effectifs en passant à 48 élèves en septembre 1999 et à 72 en septembre 2000.

La cérémonie d'ouverture officielle et la bénédiction solennelle de l'école élémentaire Monseigneur-Jamot avaient lieu le dimanche, 9 avril 2000.

Nouvelle école secondaire à Hamilton

Une nouvelle école secondaire, l'Académie catholique Mère-Teresa a ouvert ses portes à Hamilton en septembre 1999 et compte déjà 102 élèves. L'inauguration officielle et la bénédiction solennelle de l'Académie catholique Mère-Teresa ont eu lieu le 5 décembre 1999.

L'inauguration officielle de l'Académie catholique Mère-Teresa.

Projet de construction de l'école Père-René-de-Galinée

En janvier 2000, le Conseil octroyait un contrat pour le début de la construction du site permanent de l'école secondaire catholique Père-René-de-Galinée, à Cambridge, sur un site appartenant déjà au Conseil. Il est prévu que les élèves et le personnel pourront intégrer leurs nouveaux locaux en janvier 2001.

Les transactions entourant cette construction incluaient la vente au Waterloo Catholic District School Board des installations modulaires qui abritaient, jusqu'en 1998, l'école Père-René-de-Galinée ainsi que la partie de l'édifice qui lui servait de site temporaire. Le Conseil se réjouit à l'idée d'offrir à ses élèves une installation moderne et permanente puisque cette communauté a connu deux déménagements successifs au cours de l'année 1999, suite à la fermeture de ses installations non permanentes pour cause de moisissures.

L'école Père-René-de-Galinée est la seule école secondaire catholique de langue française de la grande région de Waterloo et dessert également la région de Wellington. Elle reçoit des élèves en provenance des écoles élémentaires catholiques Cardinal-Léger de Kitchener, Saint-Noël-Chabanel de Cambridge et Saint-René-Goupil de la région de Guelph.

Pelletée de terre symbolique à l'école secondaire catholique Père-René-de-Galinée, le 20 février 2000.

TRAVAUX DE RÉFECTION — LA SAGA DES MOISISSURES

Le Conseil a dû annuler la majeure partie des travaux de réfection prévue pour l'année 1999-2000 en raison du problème de moisissures de ses classes mobiles. En effet, à cause des problèmes causés par ces parasites, les élèves de l'école élémentaire Saint-Jean d'Aurora ont dû être logés dans deux sites temporaires alors que s'effectuaient des

travaux d'assainissement. Cette période de crise a mis à l'épreuve la patience des parents, du personnel enseignant et des élèves et le Conseil a déployé toute son énergie pour remédier à ce problème le plus rapidement possible. Du même coup une douzaine d'écoles dont les installations aux écoles Saint-François-d'Assise de Welland, Sainte-Jeanne-D'Arc de Brampton et Saint-Jean-Baptiste de Mississauga ont toutes bénéficié des services d'une entreprise pour s'assurer de l'élimination de ce problème, notamment par un examen de l'ensemble de ses classes mobiles. Ces dépenses imprévues se sont élevées à *plus de 4 millions de dollars*, compensées partiellement par la suite grâce à des mesures de dédommagement instaurées par le ministère pour les conseils scolaires affligés par ce problème. Notre Conseil a reçu un montant de l'ordre de 2 697 569 millions de dollars afin d'amortir les dépenses reliées aux moisissures.

D'autre part, des travaux de réaménagement de cours d'écoles et des installations de jeux ont été réalisés aux écoles élémentaires Sainte-Madeleine et Georges-Étienne-Cartier, à Toronto.

Réaménagement de la cour à Georges-Etienne-Cartier

Le samedi 10 juin, la communauté scolaire a tenu à célébrer par une cérémonie d'inauguration officielle et un BBQ communautaire en présence de dignitaires, la consécration d'un grand projet de partenariat entre l'École, le Conseil (CSDC Centre-Sud), et la Ville de Toronto.

Il est prévu que les travaux s'échelonneront sur une période de cinq ans et consisteront en l'aménagement d'un terrain de soccer, de la partie adjacente au 425 de la rue Coxwell en partenariat avec Parcs et loisirs Toronto *et de l'aménagement paysager du reste du terrain.*

PLAN D'IMMOBILISATION

Le service des ressources matérielles s'est affairé à finaliser le plan d'immobilisation du Conseil qui présente une planification à court, moyen et long terme sur une période de quinze ans basé sur les données démographiques. Le Comité des installations du Conseil a poursuivi l'étude de ce plan déposé tel que requis au ministère de l'Éducation le 15 octobre 2000.

Le sujet des immobilisations fut également porté à plusieurs reprises à l'ordre du jour du Conseil ontarien des directions des écoles de langue française (CODELF) dans le but de développer une approche concertée dans la recherche de financement équitable auprès du ministère de l'Éducation. En effet, les formules de financement utilisées par le ministère ne tiennent pas compte des particularités du réseau d'écoles des douze conseils scolaires francophones, notamment la dispersion de la clientèle et l'étendue des territoires.

TRANSPORT

Le Conseil a participé à l'établissement de partenariats dans le domaine du transport scolaire avec des conseils coïncidents et, quoiqu'il ne gère pas sa propre flotte d'autobus, investit beaucoup d'énergie à assurer l'offre d'un service équitable. Dans la région du Niagara, le Conseil a forgé un partenariat avec le Conseil scolaire de district Centre-Sud-Ouest. Ce partenariat s'est étendu à la ville de Toronto en septembre 2000. Quoique le Conseil n'ait pas plein contrôle du transport, ces ententes lui permettent de réaliser des économies importantes tout en assurant des services de transport efficaces et efficients pour l'ensemble de son territoire. Ailleurs, le transport est assuré grâce à un partenariat avec les conseils anglophones des régions particulières.

PASSAGE À L'AN 2000

Aucun bogue ne s'est manifesté au Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud lors du passage à l'an 2000. Des mesures préventives avaient été prévues afin d'éviter d'éventuels problèmes systémiques: plan de contingence, personnel clé sur place et sur appel, les concierges étaient en poste le 1er janvier afin de procéder à une vérification des systèmes des écoles, des points de service et du siège social. Le Conseil avait choisi de modifier le calendrier scolaire afin d'éviter les problèmes qu'aurait pu occasionner le bogue du millénaire.

AFFAIRES PUBLIQUES

Au cours de l'été 2000, le Conseil a mis en place une salle d'archivage et un système de classement centralisé qui lui permettront de regrouper l'ensemble des documents importants qui doivent être préservés. Ce système ainsi que la salle d'archivage ont été aménagés à partir du siège social où se retrouve toute la documentation relevant des 13 sections de langue française, à l'origine du Conseil. Ce système d'archivage sera relié au système de classement central grâce au logiciel de classement informatisé « Documentik ». Ce logiciel sera introduit graduellement au cours de la prochaine année et des formations seront offertes à tous les membres du personnel concernés.

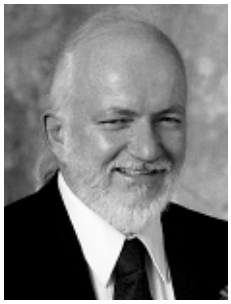
La mise en place de ce système central permettra à toutes les écoles du Conseil de fonctionner selon une méthode de classement uniforme, d'envoyer les documents pertinents à l'archivage et de répondre adéquatement aux demandes d'information tel que le stipule la Loi d'accès à l'information. Il est à noter que les équipements et le logiciel requis pour la mise en place de ce système de classement ont été acquis grâce au financement de l'Entente spéciale Canada-Ontario accordé pour la mise en place des douze conseils scolaires francophones.

Les conseillers et conseillères scolaires

Elaine Legault,
présidente
DURHAM

Dorothée Petit-Pas,
vice-présidente
WATERLOO/WELLINGTON/
BRANT

Nicole Chalifoux-Shorey
VICTORIA/PETERBOROUGH/
NORTHUMBERLAND/
CLARINGTON/QUINTE WEST



Claude-Reno D'Aigle
TORONTO NORD

Louise Dupuis-Dubois
SIMCOE/MUSKOKA/SEGUIN

Michel Fortin
YORK

Sheila Frame
HALTON

Lise Gauthier
TORONTO SUD

André Duclos
(a remplacé Lise Gauthier
lors d'élections partielles
en juin 2000)

Robert Hétu
LINCOLN

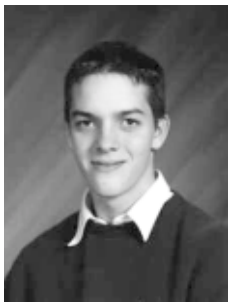
Marcel Levesque,
président sortant
HAMILTON/WENTWORTH/
HALDIMAND/NORFOLK

Monique Paroyan
WELLAND

Jean Wong-Chong
DUFFERIN/PEEL

Crystel Arsenault,
conseillère-élève
(1998-2000)

Sophie Vézina,
conseillère-élève
(2000-2001)



Jœy Jackson,
conseiller-élève
(1999-2001)

RÉUNIONS DU CONSEIL

La salle du Conseil

Les séances ordinaires du Conseil se tiennent une fois par mois, le deuxième mercredi et le secrétaire peut appeler une réunion extraordinaire, au besoin, le dernier mercredi du mois. Or, la réalité pour un conseil scolaire qui franchit sa troisième année d'existence est tout autre puisque plus de 32 réunions ont eu lieu entre la période du 1er novembre 1999 et du 31 octobre 2000.

Pour atténuer les perceptions de la communauté en ce qui concerne l'éloignement du siège central du Conseil et afin de briser l'isolement, le Conseil tenait des réunions en région le 13 octobre à l'école Saint-François d'Assise, à Welland et le 10 novembre 1999 dans la région de York à l'école Le-Petit-Prince, à Maple. Une autre mesure a été mise en place dans cette perspective : il s'agit de la tenue de réunions à l'aide de la vidéoconférence. Cette méthode permet à la communauté de se rendre à l'école secondaire la plus près pour assister aux débats. Ceci facilite également le travail des élus en leur évitant des déplacements sur de grandes distances pour se présenter au siège social.

D'ailleurs le système de vidéoconférence fut utilisé pour la première fois le 14 juin 2000 dans le cadre de l'élection des élèves porte-parole au sein du Conseil. Les élèves candidats de la région de Hamilton se sont rendus à l'école secondaire Jean-Vanier afin de se joindre au collège d'électeurs par vidéoconférence pour faire leur discours de présentation et pour voter.

Or, la première séance ordinaire du Conseil par vidéoconférence s'est tenue le 11 octobre 2000 en direct de l'école Nouvelle-Alliance, à Barrie, où siégeait la conseillère de la région, Louise Dupuis-Dubois.

Les membres du Conseil et la technologie

Les membres du Conseil ont également bénéficié d'un plus grand accès au réseau informatisé élargi. En effet, lors de sa séance régulière du mois de février, le Conseil recevait un rapport sur la mise en œuvre de la diffusion électronique des documents du Conseil. Un projet pilote était mis en place dans le but de procéder à la diffusion électronique de tous les documents du Conseil pour les séances futures.

ÉLECTIONS SCOLAIRES 2000

L'exercice de distribution du territoire dans le cadre des préparatifs des élections a été complété. Cet exercice n'a pas apporté de changements significatifs à la configuration actuelle des régions électorales du Conseil. Les 43 814 électeurs francophones catholiques ont eu à élire 12 conseillères et conseillers scolaires qui se présentaient dans les mêmes régions qu'à l'origine. Le territoire du Conseil a légèrement grandi (39 860 km^2) suite à l'ajout d'une section du comté de Quinte West (sud-est du territoire) et du comté de Seguin au nord ouest de notre territoire. Le seul changement à noter du coté de la distribution géographique par région électorale est l'ajout de la région de Niagara Falls autrefois rattaché à Welland, au territoire de Lincoln.

Perspectives d'avenir

Après une troisième rentrée scolaire réussie et des effectifs toujours en croissance, le Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud s'affirme en Ontario français et s'est taillé une réputation enviable au sein de la communauté scolaire. Toutefois, la place la plus importante qu'il occupe, du haut de ses trois ans, elle se trouve auprès des élèves. En effet, le Conseil s'est investi auprès de la petite enfance dès la maternelle, grâce à un programme d'enrichissement de la langue et au programme « Pour l'amour des nôtres » qui fait déjà la gloire des élèves du Jardin d'enfants. Ces programmes ne seraient pas complets sans la toute dernière initiative de dépistage précoce mise en œuvre cette année dans le but d'offrir la meilleure chance de réussite possible aux enfants en difficulté. De plus, le Conseil encourage et appuie l'intégration de services de garde au sein de ses établissements, berceaux de l'apprentissage de la langue et de la culture francophones et des valeurs catholiques.

L'élève du niveau primaire est au centre des activités du Conseil dans tous les sens du mot. Moins touché au cours de cette dernière année par les récents changements au niveau du curriculum, il a profité de la bonification des programmes, de l'ajout de ressources, d'exploration et d'intégration des technologies. L'intensité des expériences vécues par rapport à la foi, la langue et la culture prennent tout leur sens durant cette période passée au sein de notre système. L'enrichissement du domaine pédagogique, grâce aux célébrations des sacrements et de la foi par de grands rassemblements comme le Jubilé, marquent le cheminement des jeunes de manière définitive. C'est la prise de conscience de son appartenance à une communauté qui fait surface et qui s'affirme par un engagement et une participation active auprès de sa propre communauté scolaire.

L'élève du palier secondaire se trouve constamment au cœur des préoccupations du Conseil : la refonte du programme d'enseignement de la 9e à la 12e année a imposé une gymnastique exigeante aux élèves et au personnel enseignant toujours en quête des meilleurs outils et des activités les plus enrichissantes pour nos jeunes. C'est le jeu d'équipe qui nous a permis de gagner la partie : nous avons misé sur les partenariats, sur la création de programmes facilitant la transition vers le marché du travail ou vers les études post-secondaires et sur la multitude de possibilités liées à la haute technologie. Grâce à l'imagination des jeunes et à l'énergie du personnel enseignant, un milieu d'études moderne et à la fine pointe de la pédagogie a été créé chez-nous pour le plus grand bénéfice de la société de demain.

Un conseil scolaire comme le nôtre possède toutes les bonnes raisons pour mettre l'enfant au cœur de son action. Quoi de plus inspirant que d'œuvrer pour l'enfant. C'est cette énergie qui a guidé et inspiré l'équipe du Conseil depuis ses débuts. L'ampleur de la tâche fait partie de notre réalité quotidienne et l'essoufflement du personnel se fait parfois sentir. Le Conseil se réjouit toutefois de voir des équipes de personnel sous la direction de chefs compétents dans tous les services. Ils et elles abattent un travail incroyable. Les standards d'excellence que se fixe notre Conseil comportent plein de

défis pédagogiques, administratifs et technologiques et les réussites que nous constatons dans ce rapport annuel confirment que nous sommes bien sur la voie de l'amélioration continue. Les progrès et l'évolution graduelle de l'organisation se veulent une récompense pour nous tous, élèves, parents, personnel et communauté.

Le Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud poursuivra dans la bonne direction tant que l'élève demeurera au centre de nos préoccupations à travers nos Plans d'amélioration, nos Plans d'école et nos plans systémiques. Cet engagement est à mon avis la meilleure garantie de succès qui soit.